

Enjeu	L'enseignement catholique	Bloc Québécois	Héritage chrétien	Conservateurs	Vert	Libéral	Nouveaux Démocrates	Parti populaire
<p>CARACTÈRE SACRÉ DE LA L'HOMME LA VIE</p> <p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>-</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>-</p> <p>Contrôle de la population</p>	<p>La source de la dignité humaine est la ressemblance avec Dieu qui est conférée à chacun d'entre nous au moment de notre conception. Nous répondons de manière appropriée à ce don en utilisant tout le temps, le talent et le trésor que Dieu nous a confiés pour rechercher et nous rapprocher de lui, en partageant son acte continu de création et en prenant soin de ceux qui nous entourent. Notre premier objectif est de chercher Dieu, en particulier les uns dans les autres. Tout ce qui interfère avec cela est contraire à la Parole de Dieu. <i>Genèse, chapitre 1 ; Matthieu, chapitres 6, 22 et 25.</i></p> <p style="text-align: center;">"Tu ne tueras pas", - le 5e commandement.</p> <p>Le droit à la vie "de la conception à la mort naturelle est le fondement de toute la doctrine sociale catholique". - <i>155, Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>La proclamation solennelle des droits de l'homme est contredite par une douloureuse réalité de violations, y compris de nouvelles formes d'esclavage telles que la traite des êtres humains, le trafic de drogue, la prostitution. De graves problèmes restent en suspens : le trafic d'enfants et l'utilisation d'enfants pour le commerce de matériel pornographique. <i>158, 245 Compendium de la doctrine sociale de l'Église.</i></p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>Le clonage humain est contraire à la dignité de la procréation humaine parce qu'il intervient en l'absence totale d'un acte d'amour personnel entre les époux et représente une forme de domination totale sur l'individu reproduit de la part de celui qui se reproduit <i>236, Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>Chacun, homme ou femme, doit reconnaître et accepter son identité sexuelle. Les différences et les complémentarités physiques, morales et spirituelles sont orientées vers les biens du mariage et l'épanouissement de la vie familiale. -<i>224 Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>Le jugement concernant l'intervalle de temps entre les naissances, et le nombre d'enfants, appartient aux seuls époux. la famille.</p>	<p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>Le Bloc :</p> <p>-croit que toute personne, en premier lieu les femmes, a le droit de disposer de son propre corps et s'oppose à toute tentative de contrôler ou de disposer du corps de quelqu'un d'autre.</p> <p>-défend le droit fondamental garanti à la contraception et à l'avortement.</p> <p>- est en faveur d'une fin de vie digne pour chaque personne, de la manière qu'elle choisit librement et de manière informée.</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>Le Bloc n'a publié aucune déclaration officielle directe concernant ses politiques en matière de trafic d'êtres humains.</p>	<p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>Le parti de l'Héritage chrétien :</p> <p>-soutient une politique de protection de toute vie humaine depuis la conception.</p> <p>-croit que l'avortement n'est pas un droit protégé par la Charte.</p> <p>-déclare que de nombreuses études récentes ont montré un lien entre l'avortement et le cancer du sein.</p> <p>-soutient le financement de l'avortement.</p> <p>Le parti affirme qu'il est toujours mal de tuer des innocents et soutient :</p> <p>-rétablir la protection contre le suicide assisté et l'euthanasie</p> <p>-Un meilleur accès aux soins palliatifs de confort.</p> <p>-Protection de la conscience des professionnels de la santé ; aucun Canadien ne devrait être contraint de violer sa conscience.</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>-Il existe deux genres biologiques : l'homme et la femme.</p> <p>-Le genre biologique est codé dans les chromosomes et ne peut être modifié par la chirurgie ou les produits chimiques.</p> <p>-Les enfants doivent être protégés du "programme de genre" des LGBTQ, qui ignore la réalité biologique.</p> <p>-Les droits des parents à guider le développement social de leurs enfants doivent être protégés de l'endoctrinement dans le système scolaire.</p> <p>-Les contribuables ne devraient pas avoir à payer pour la "chirurgie de réassignation de genre", les bloqueurs d'hormones ou d'autres tentatives pour changer artificiellement le genre d'un individu.</p> <p>Le parti n'a pas publié de déclaration officielle sur sa politique en matière de traite des êtres humains.</p>	<p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>Le parti conservateur a déclaré qu'il ne soutiendrait aucune législation visant à réglementer l'avortement.</p> <p>-affirme que le gouvernement fédéral aurait dû faire appel de la décision de la Cour supérieure du Québec approuvant l'aide sociale à mourir ("AMM" ou "ASM"), plutôt que de promulguer une loi sans garanties qui dévalorise la vie humaine.</p> <p>-a préconisé le rétablissement des périodes d'attente et d'autres précautions pour s'assurer que les gens ne prennent pas de décisions irréfléchies.</p> <p>-demande l'abrogation des dispositions du projet de loi C-7 autorisant le suicide assisté pour les personnes souffrant de troubles mentaux.</p> <p>-propose de doubler l'investissement fédéral direct dans les soins palliatifs, étant donné que l'Association canadienne de soins palliatifs estime que moins de 30 % des Canadiens qui en ont besoin ont accès à des services de soins palliatifs.</p> <p>Le parti a également plaidé en faveur de la protection des droits de conscience des professionnels de la santé :</p> <p>-la protection des droits de conscience des professionnels de la santé</p> <p>-d'encourager les organisations confessionnelles et les autres organisations communautaires à développer leur offre de soins palliatifs et de longue durée.</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>Le parti n'a publié aucune déclaration officielle sur sa politique en matière d'ingénierie humaine ou de traite des êtres humains.</p>	<p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>Le Parti Vert préconise le rétablissement de l'Accord canadien sur la santé afin d'accorder la priorité :</p> <p>-l'accès à des services d'avortement sûrs dans tout le Canada</p> <p>-L'accès à des services de santé qui tiennent compte du genre, tels que les hormones, les bloqueurs et la chirurgie.</p> <p>Le parti n'a pas publié de déclaration officielle sur sa politique en matière de suicide socialement assisté ou d'alternatives, y compris les soins palliatifs.</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>Le parti n'a pas publié de déclaration officielle sur sa politique en matière de traite des êtres humains.</p>	<p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>Le parti libéral déclare que :</p> <p>- "tout" doit être fait pour protéger l'accès des Canadiens à l'ensemble des services de santé sexuelle et reproductive, y compris l'avortement, en tant que service de santé publique gratuit.</p> <p>-Les droits sexuels et génésiques, y compris le droit d'accès à des avortements sûrs et légaux, sont au cœur de sa politique étrangère.</p> <p>-préconise de pénaliser les provinces en réduisant les paiements de transfert si elles n'offrent pas l'avortement et la Maid à tout le monde, partout</p> <p>-propose de refuser le statut d'organisation caritative aux organisations anti-avortement (par exemple, les centres d'aide à la grossesse) qui conseillent malhonnêtement les femmes sur leurs droits et sur les options qui s'offrent à elles à tous les stades de la grossesse.</p> <p>-a été réprimandé par l'ONU pour avoir étendu le SAD ("MAID") aux personnes handicapées, pour des raisons de discrimination.</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>Le projet de loi prévoit jusqu'à 10 millions de dollars pour les organisations dirigées par des jeunes qui répondent aux besoins uniques des jeunes en matière de santé sexuelle et génésique.</p> <p>Le parti n'a pas publié de déclaration officielle sur sa politique en matière de traite des êtres humains.</p>	<p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>Le Nouveau Parti Démocratique croit au respect du droit des personnes à prendre des décisions concernant leur propre corps et leur propre vie. Il préconise :</p> <p>-des services d'avortement et de santé reproductive sûrs et accessibles à tous, en veillant à ce que les provinces rendent l'avortement médical et chirurgical disponible dans toutes les régions du pays, sans barrières.</p> <p>En s'assurant qu'une gamme complète de contraceptifs sur ordonnance et de soins de santé génésique soit facilement disponible sans frais par le biais de l'assurance-maladie et du programme national d'assurance-médicaments proposé par le parti.</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>Le parti soutient le plan d'action national visant à interdire les thérapies de conversion pour les mineurs au Canada et à collaborer avec les provinces pour garantir l'égalité d'accès à la chirurgie de confirmation du genre dans tout le pays, couverte par les régimes de santé publique.</p> <p>Le parti n'a pas publié de déclaration officielle sur sa politique en matière de traite des êtres humains.</p>	<p>Avortement, euthanasie et alternatives</p> <p>Le parti populaire affirme que le Canada est l'un des rares pays au monde à ne pas avoir de restrictions légales à l'avortement. Les avortements peuvent être pratiqués légalement à n'importe quel stade.</p> <p>-Il plaide en faveur d'une discussion ouverte, respectueuse et fondée sur des faits concernant l'avortement, et met les autres parties au défi d'expliquer pourquoi ils pensent que tuer un enfant à naître sain et viable est acceptable d'un point de vue moral.</p> <p>-propose une loi pour la protection des enfants à naître, comprenant des restrictions progressives après le premier trimestre et interdisant les avortements tardifs, sauf dans des circonstances exceptionnelles.</p> <p>-soutient l'idée de permettre aux députés de voter sur les questions d'avortement selon leur conscience.</p> <p>Ingénierie humaine</p> <p>-Les enfants ne naissent jamais dans le mauvais corps. Il faut apprendre aux enfants à s'accepter eux-mêmes, et non à chercher des solutions dans les médicaments et les procédures médicales.</p> <p>-Elle préconise d'interdire l'utilisation de bloqueurs de puberté, d'hormones de sexe opposé et toute forme de mutilation corporelle sur les mineurs dans le but de "transitionner" vers un autre sexe, et de tenir toute personne encourageant les mineurs à "transitionner" pour pénalement responsable d'avoir tenté de causer un préjudice.</p> <p>-l'abrogation de l'interdiction d'aider les mineurs souffrant de dysphorie de genre à accepter leur corps, imposée par la loi C-4, la "loi sur les thérapies de conversion".</p> <p>- mettre fin au financement des groupes qui promeuvent l'idéologie du genre.</p>

Points de réflexion : La vie et la dignité humaine

Pensez à poser les questions suivantes aux candidats de votre circonscription et à discuter de leurs réponses avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

- Quelles sont les limites à l'interruption volontaire de la vie humaine, que ce soit avant la naissance ou à tout moment avant la mort ? Quelles alternatives à l'avortement ou à la mort socialement assistée (MSA) devraient être proposées ?
- Les investissements nationaux et provinciaux actuels dans les soins palliatifs (soins qui n'accélèrent ni ne retardent la mort naturelle, mais qui visent à soulager la souffrance, en particulier lorsqu'un accompagnement humain est disponible) pour les personnes en phase terminale sont-ils suffisants ? Y a-t-il suffisamment de places disponibles pour répondre aux besoins de la province ? En tant qu'Église, faisons-nous tout ce qui est en notre pouvoir pour accompagner les malades en phase terminale sur leur chemin de retour vers Dieu ?
- Peu de partis ont abordé la question de la traite des êtres humains, qui est reconnue par la GRC comme un problème grave dans tout le Canada. Que peut-on faire pour sensibiliser le public et mettre fin à ce grave préjudice ?
- L'ingénierie humaine, par exemple sous forme de contrôle de la population, de clonage et de manipulation cellulaire, de naissance sélective et de procédures d'assignation de genre", est également préoccupante. Que pouvons-nous ou devons-nous faire, en tant que nation, en tant qu'Église et en tant qu'individus ?



Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.



Points supplémentaires à réflexion - voir page 8

Enjeu	L'enseignement catholique	Bloc Québécois	Héritage chrétien	Conservateurs	Vert	Libéral	Nouveaux Démocrates	Parti populaire
<p>LA GESTION DE LA CRÉATION</p> <p>Le climat Changement climatique - Espèces et diversité - Économie durable et ressources naturelles</p>	<p>Dieu nous a donné la domination sur la terre, faisant de nous les intendants de la création, car nous travaillons avec lui dans son acte continu de création. Nous devons constamment réfléchir à la manière dont nos actions protègent ou endommagent ce don glorieux que Dieu nous a confié.</p> <p>Changement climatique "Les crises écologiques d'aujourd'hui, en particulier le changement climatique, menacent l'existence même de famille humaine." - Pape François, <i>Laudato Si'</i> 217 ; discours, sommet sur la transition énergétique, Vatican juin 2019.</p> <p>Économie durable "Vivre notre vocation de protecteurs de l'œuvre de Dieu est essentiel à une vie de vertu : ce n'est pas un aspect optionnel ou secondaire de notre expérience chrétienne." -217, <i>Laudato Si'</i></p> <p>Espèces et diversité "Chacune des diverses créatures, voulue dans son être propre, reflète à sa manière un rayon de la sagesse et de la bonté infinies de Dieu. L'homme doit respecter la bonté particulière de chaque créature, afin d'éviter tout usage désordonné des choses qui serait un mépris du Créateur et entraînerait des conséquences désastreuses pour les êtres humains et leur environnement. environnement". - 339, Catéchisme de l'Église catholique -La relation de l'humanité avec la création et les créatures de la terre "exige l'exercice de la responsabilité, ce n'est pas une liberté d'exploitation arbitraire et égoïste". - 115, Compendium de la doctrine sociale de l'Église</p>	<p>Changement climatique Le Bloc croit que l'avenir du Québec passe par une transition écologique et énergétique, en commençant par l'économie. La transition doit être équitable pour les travailleurs et les communautés. -La décarbonisation est nécessaire.</p> <p>Économie durable -La pollution devrait être coûteuse, l'écologie devrait être rentable. Québec devrait être le seul gestionnaire de ses sources d'énergie propres et renouvelables. -La justice climatique et une perspective écologique doivent être au cœur de toutes les décisions gouvernementales. -il soutient l'expertise du Québec en matière d'innovation verte - il soutient la maximisation du potentiel de la forêt québécoise en tant qu'industrie verte pour créer des emplois et contribuer à l'atteinte des objectifs du Québec en matière de réduction des gaz à effet de serre. -Le changement climatique et le déclin de la biodiversité sont causés par l'activité humaine et doivent être contenus et inversés.</p> <p>Espèces et diversité Le Bloc n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en matière d'espèces et de diversité.</p>	<p>Changement climatique Le PSC stipule que : -Il reconnaît la responsabilité de gérer et de prendre soin de l'environnement naturel et protégera l'air, le sol et l'eau du Canada de la contamination destructrice des produits chimiques fabriqués par l'homme. -Le CO2 n'est pas une pollution ; c'est un gaz naturel bénéfique dont toutes les plantes ont besoin. -Le CO2 en tant que cause du changement climatique est une théorie non prouvée.</p> <p>Économie durable -La taxe sur le carbone est une ponction fiscale et ne fera rien pour l'environnement. -Les ressources naturelles sont données par Dieu pour le bénéfice de l'humanité. Les êtres humains sont les gardiens de ces ressources et ont la responsabilité de les gérer et de les préserver au profit des générations futures. -les ressources - qu'elles soient renouvelables ou non - doivent être récoltées ou extraites de manière responsable, en pensant à l'avenir et en garantissant une valeur durable maximale pour tous les Canadiens.</p> <p>Espèces et diversité -Il convient de poursuivre les recherches sur des solutions efficaces, abordables et moins invasives pour lutter contre les parasites, et notamment d'évaluer les études indiquant que certains produits chimiques fabriqués par l'homme peuvent être nocifs pour la santé des hommes, des animaux et des sols.</p>	<p>Changement climatique Dans des documents politiques récents, le parti déclare que la protection de l'environnement a toujours été une valeur fondamentale. -soutient le respect des engagements de Paris en matière de climat sans taxes. -soutient la tarification du carbone pour les consommateurs sans que le gouvernement n'ait à déboursé d'argent, y compris l'utilisation de nouveaux comptes d'épargne personnels à faible teneur en carbone pour promouvoir l'achat de solutions de remplacement durables -soutient la suppression des taxes sur le carbone pour les consommateurs.</p> <p>Économie durable -soutenir un mandat pour des véhicules à émissions nulles exigeant que 30 % des véhicules légers vendus soient à émissions nulles d'ici 2030 ; investir dans la fabrication de véhicules électriques et de batteries. -contrôle des émissions industrielles par le biais des cadres réglementaires de l'UE et d'autres partenaires commerciaux. plaide en faveur d'un mandat sur le gaz naturel renouvelable, avec 15 % de la consommation en aval devant être renouvelable d'ici 2030. -Investir dans des carburants à faible teneur en carbone et des crédits compensatoires pour améliorer la séquestration du carbone dans les terres agricoles et les forêts. -étendre les zones indigènes protégées et conservées (IPCA). -Renforcer et rendre plus écologique le réseau électrique du Canada -soutient la stratégie des minéraux critiques afin de promouvoir une utilisation responsable des ressources abondantes du pays. -Conserver 25 % des terres terrestres. -Travailler avec les provinces pour améliorer la récupération de la valeur des plastiques.</p> <p>Espèces et diversité -restaurer des stocks de poissons sains pour la pêche commerciale, récréative et culturelle, en donnant la priorité à la conservation, y compris une stratégie visant à restaurer les stocks de saumon du Pacifique menacés.</p>	<p>Changement climatique incorpore constitutionnellement le principe de la sagesse écologique, y compris nécessité pour les humains d'apprendre à vivre dans les limites écologiques et les limites des ressources de la planète. -le devoir de l'homme de protéger la vie animale et végétale, ainsi que la terre, l'eau et l'air. - lorsque les connaissances sont limitées, l'homme doit faire preuve de prudence au nom des générations actuelles et futures. - que la crise climatique est déjà là, mais que les gouvernements continuent d'encourager les projets liés aux combustibles fossiles.</p> <p>Économie durable -Le Canada peut être un leader mondial en matière d'énergie propre, grâce à l'abondance de l'énergie éolienne et hydraulique disponible. -Il propose de créer un "Youth Climate Corps", qui recruterait de jeunes Canadiens pour aider les communautés à se préparer au changement climatique. Les grandes entreprises ont aggravé le changement climatique et devraient contribuer à le résoudre. Les fonds publics alloués aux compagnies pétrolières et gazières devraient être remplacés par des investissements dans les énergies propres. grands pollueurs devraient être tenus pour responsables des dommages climatiques qu'ils ont causés. - il reconnaît que la durabilité ne sera pas possible tant que la pauvreté persistera. Les riches doivent limiter leur consommation pour permettre aux pauvres d'avoir leur juste part des ressources de la planète. -les rôles et les responsabilités des sociétés transnationales devraient être révisés pour soutenir le développement durable.</p> <p>Espèces et diversité Les humains, en tant qu'animaux, devraient respecter toutes les autres espèces comme ils se respectent eux-mêmes.</p>	<p>Changement climatique et développement durable Elle affirme que le patrimoine naturel du Canada est menacé par le changement climatique et le développement non durable, ainsi que par les politiques américaines visant à acquérir les terres, l'eau et les ressources du Canada. Elle préconise : -des projets ambitieux en matière d'énergie et de ressources qui sont dans l'intérêt national, y compris le lancement de la chaîne d'approvisionnement en énergie propre ; l'accélération de la prospection et de l'extraction ; l'examen accéléré des nouveaux projets en ce qui concerne l'impact sur l'environnement et les des populations indigènes. -Construire un réseau électrique est-ouest. -créer au moins 10 nouveaux parcs nationaux et aires marines de conservation et 15 nouveaux parcs urbains. -soutient l'intendance autochtone en établissant un nouveau programme de gardiens autochtones de l'Arctique et en finançant des projets menés par des autochtones. -plaide pour la protection de l'eau douce du pays en investissant 100 millions de dollars dans la recherche et le développement de technologies visant à assurer la sécurité de l'eau. -propose d'inscrire dans la loi le droit à l'eau des Premières nations. -Travailler avec la nature pour mettre en œuvre des solutions climatiques basées sur la nature pour le piégeage du carbone et la biodiversité tout en soutenant la résilience des communautés.</p> <p>Espèces et diversité -nettoyer, entretenir et protéger la faune et la flore dans les eaux côtières et à proximité, notamment en investissant 15 millions de dollars supplémentaires pour moderniser la localisation, la récupération et l'élimination responsable des engins fantômes qui menacent les mammifères marins et les oiseaux. -défendre la conservation de la nature au niveau international, notamment en mettant un terme au commerce transfrontalier illégal d'espèces sauvages à l'aide de solutions numériques modernes.</p>	<p>Changement climatique et développement durable Le parti affirme que le Canada est confronté à un choix entre laisser les grandes compagnies pétrolières faire des profits pendant que les familles en paient le prix, ou prendre des mesures climatiques audacieuses qui protègent les emplois, réduisent les factures et bâtissent un avenir meilleur pour tous. -préconise l'élimination des subventions publiques et des allègements fiscaux accordés aux compagnies pétrolières et gazières, ce qui permettrait d'économiser 18 milliards de dollars sur 10 ans, et de mettre ces économies au service des Canadiens par le biais d'un vaste programme d'amélioration de l'habitat, comprenant la rénovation énergétique de 3,3 millions de logements, y compris des rénovations gratuites pour 2,3 millions de ménages à faible revenu et des subventions ou des prêts à faible taux d'intérêt pour 1 million d'autres. 3 millions de foyers à faibles revenus et des subventions ou des prêts à faible taux d'intérêt pour 1 million de foyers supplémentaires, ce qui permettra de réduire les factures d'énergie jusqu'à 4 500 dollars par an pour les familles du Canada ; soutenir les solutions fabriquées au Canada, comme les pompes à chaleur et les matériaux de construction, afin de stimuler la fabrication locale ; et créer des milliers de bons emplois syndicaux dans les domaines de l'installation, de l'audit et de la rénovation grâce à des partenariats avec des collèges et des centres de formation syndicale. -Il préconise en outre des mesures fiscales telles que la suppression définitive de la taxe carbone pour les consommateurs, le maintien du prix du carbone pour l'industrie, le maintien du plafond d'émissions et la protection des travailleurs pendant la transition, ainsi que l'introduction d'un ajustement carbone aux frontières afin que les pollueurs étrangers ne soient pas pénalisés par rapport aux travailleurs canadiens et que les industries propres, telles que l'acier et le ciment canadiens, restent concurrentielles. Espèces et diversité Le parti n'a publié aucune déclaration.</p>	<p>Changement climatique et développement durable Le parti estime que C'est un fait incontesté que le climat de la planète a toujours changé et continuera de changer. Il n'y a pas de consensus scientifique sur la théorie selon laquelle le CO2 produit par l'activité humaine est à l'origine d'un dangereux réchauffement de la planète. -Le CO2 est bénéfique pour l'agriculture et l'on a récemment constaté un "verdissement" mesurable de la planète, en partie grâce à des niveaux plus élevés. Le CO2 n'est pas un polluant - il n'y a aucune raison impérieuse de mettre en péril notre prospérité en multipliant les interventions de l'État.</p> <p>Les partisans du parti : -Le retrait de l'Accord de Paris et l'abandon des objectifs irréalistes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. -l'arrêt du transfert de milliards de dollars aux pays en développement pour les aider à réduire leurs émissions. -supprimer la taxe carbone et laisser aux gouvernements provinciaux le soin d'adopter des programmes de réduction des émissions s'ils le souhaitent. -supprimer les subventions pour les technologies vertes et laisser les acteurs privés développer des alternatives rentables et efficaces. -contre la propagande anti-pétrole et anti-pipeline des écologistes radicaux et des fondations étrangères. -l'abrogation des projets de loi C-48 et C-69. -approuver les projets de pipelines en utilisant un processus rationalisé.</p> <p>Espèces et diversité Le parti n'a publié aucune déclaration sur ses politiques concernant les espèces et la diversité.</p>



Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.



Enjeu	L'enseignement catholique	Bloc Québécois	Héritage chrétien	Conservateurs	Vert	Libéral	Nouveaux Démocrates	Parti populaire
	<p>Le rôle et le développement de la famille</p> <p><i>"Honore ton père et ta mère". - le 4e commandement</i></p> <p>C'est dans la famille que commence l'éducation et que la Parole de Dieu est cultivée en premier lieu. La priorité de la famille sur la société et l'État doit être affirmée. - 209-214, <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>Soins de santé Parmi les causes qui contribuent fortement au sous-développement et à la pauvreté, il faut mentionner l'analphabétisme, le manque de sécurité alimentaire, l'absence de structures et de services, les mesures inadéquates pour garantir les soins de santé de base, le manque d'eau potable et d'assainissement. -166, 447 <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>Soutien aux personnes âgées Si les personnes âgées se trouvent dans des situations de souffrance et de dépendance, elles ont besoin non seulement de services de santé et d'une assistance appropriée, mais aussi et surtout d'être traitées avec amour. - 222 <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>L'éducation Il faut apprendre aux jeunes à agir de leur propre initiative, à accepter la responsabilité de faire face à un monde qui change rapidement - 289, 290 <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>Culture, arts et tourisme Nous oublions qu'il n'y a pas de pire forme d'aliénation que de se sentir déraciné, de n'appartenir à personne. Une terre ne sera féconde, et ses habitants ne porteront des fruits et ne donneront naissance à l'avenir, que dans la mesure où elle pourra susciter un sentiment d'appartenance parmi ses membres" - <i>Fratelli tutti</i>, -51-53</p>	<p>Rôle de la famille Le Bloc n'a pas fait de déclaration officielle concernant le rôle de la famille dans la société. -se réjouit du rôle de plus en plus important joué par les femmes sur le marché du travail et souhaite que tous les plafonds de verre soient brisés. -elle est favorable à des mesures concrètes pour promouvoir l'équilibre entre le travail et la famille.</p> <p>Soins de santé -favorise un filet de sécurité sociale solidement financé pour tous les Québécois, y compris des soins de santé universels. -affirme que la santé mentale est une crise nationale et durable d'une ampleur sans précédent. -exige la dépénalisation de l'usage et de la possession de toutes les drogues à des fins de consommation personnelle.</p> <p>Soutien aux personnes âgées -déclare que le niveau de vie et le pouvoir d'achat des personnes âgées sont gravement affectés par l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et la discrimination exercée par le gouvernement fédéral à l'encontre des retraités âgés de 65 à 74 ans.</p> <p>Éducation et jeunes travailleurs -croit qu'une éducation accessible, efficace et bien financée dans la langue nationale est au cœur de l'avenir du Québec. -reconnait que les jeunes constituent une grande richesse et qu'ils devraient jouer un rôle plus important dans le développement collectif du Québec.</p> <p>Culture, arts et tourisme -se bat bec et ongles pour les industries saisonnières telles que le tourisme, la pêche et la sylviculture dans les forêts publiques et privées. -estime que le sport doit être l'apanage de la nation québécoise.</p>	<p>Rôle de la famille Le parti estime que les parents sont les meilleurs gardiens des enfants et que la garde d'enfants n'est pas un substitut. Les enfants s'épanouissent mieux dans les foyers composés d'une mère et d'un père. -Le parti estime que le mariage est synonyme d'engagement entre un mari et une femme et qu'il constitue l'environnement le plus stable pour élever des enfants. -plaide pour le rétablissement de la définition légale du mariage, la réduction des divorces et de la nécessité pour un couple d'entretenir deux foyers -Limiter l'ingérence de l'État dans les affaires familiales, sauf en cas de maltraitance évidente et prouvée des enfants. -limiter l'ingérence de l'État dans les questions qui relèvent de la compétence des parents. -Rendre plus abordable le fait d'être parent au foyer.</p> <p>Soins de santé -insiste sur l'importance des soins préventifs et des médecines alternatives, et moins sur les grandes sociétés pharmaceutiques. -s'oppose à la légalisation de la marijuana et à l'élimination des "sites d'injection sûrs".</p> <p>Soutien aux personnes âgées -déclare que le RPC et la SV ne suffisent pas à répondre aux besoins des personnes âgées du Canada. -préconise la création d'un nouveau compte personnel de sécurité du revenu afin de permettre aux Canadiens de contrôler leurs propres fonds de pension.</p> <p>Éducation et jeunes travailleurs -déclare que les enfants doivent être protégés des idéologies néfastes telles que la fluidité des genres, les liens entre le CO2 et le changement climatique, le socialisme économique, etc. -L'éducation publique devrait être axée sur les compétences professionnelles essentielles telles que les mathématiques, les sciences, les compétences littéraires et l'histoire.</p> <p>Culture, arts et tourisme -préconise la suppression du financement de la CBC en raison de ses reportages sur l'avortement, la confusion des genres et l'aide au suicide.</p>	<p>Rôle de la famille Le parti considère le Canada comme le pays le plus favorable à la famille dans le monde. Il préconise un financement accru des services de garde d'enfants, afin d'aider les femmes à entrer sur le marché du travail, l'extension de la Prestation canadienne pour enfants au 7e mois de grossesse, ainsi qu'une stratégie nationale et une campagne de sensibilisation en faveur de l'adoption.</p> <p>Soins de santé - préconise de renforcer le Transfert canadien en matière de santé et de veiller à ce que les diplômés des unités de soins intensifs soient transférables.</p> <p>Soutien aux personnes âgées -Il préconise une allocation de soins aux personnes âgées de 200 dollars par mois pour les familles qui s'occupent d'un parent de plus de 70 ans, une augmentation du crédit d'impôt pour les soins à domicile et le doublement de la prestation pour les travailleurs canadiens pour les personnes âgées qui choisissent travailler après la retraite.</p> <p>Éducation et jeunes travailleurs -augmenter l'accessibilité financière de l'enseignement postsecondaire, y compris les contributions fédérales aux REEE</p> <p>Culture, arts et tourisme -affirme que les industries culturelles unissent le Canada et créent plus de 765 000 emplois : -poursuivre la construction du sentier transcanadien -actualiser la loi sur la radiodiffusion pour tenir compte de la réalité en ligne et revoir le mandat de la chaîne d'information CBC. -une redevance pour compenser les sources d'information locales pour le partage de contenu sur les médias sociaux. -un nouveau Fonds canadien de préservation du patrimoine pour la restauration des monuments historiques et des bâtiments patrimoniaux. -appliquer la Charte de la langue française aux entreprises sous réglementation fédérale opérant au Québec, et renforcer le Commissaire aux langues officielles.</p>	<p>Rôle de la famille Le parti estime que le fait de prendre soin les uns des autres rend notre société plus forte. Il préconise : -des services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire universels et abordables. -étendre les congés payés aux soins aux personnes âgées, aux fausses couches et à d'autres besoins familiaux. -Rendre l'enseignement supérieur gratuit afin que les étudiants puissent apprendre sans s'endetter. -un revenu minimum vital garanti, pour que personne ne vive dans la pauvreté.</p> <p>Soins de santé -Le système de santé publique doit être renforcé, afin de garantir des médecins de famille pour tous et des médicaments abordables pour les personnes âgées et d'autres... -Alors que les entreprises à but lucratif s'emparent de plus en plus de services de santé et menacent le système universel de santé publique, elle préconise un système universel de soins de santé bien financé qui donne la priorité aux personnes et non aux profits. -défend l'accès aux soins génériques dans l'ensemble du Canada. -Investir dans les soins de santé publics au lieu de permettre aux entreprises à but lucratif de fournir davantage de services.</p> <p>Les partisans du parti : rendre les médicaments gratuits pour tous grâce à un régime universel d'assurance-médicaments. -fournir des soins dentaires à un plus grand nombre de Canadiens qui n'en ont pas les moyens. -couvrir les soins de santé mentale et veiller à ce qu'ils soient disponibles partout.</p> <p>Éducation et jeunes travailleurs Le parti préconise la création d'un corps de jeunes pour le climat afin d'aider les communautés à se préparer au changement climatique, et d'un corps de défense civile à l'échelle nationale, chargé de répondre aux catastrophes climatiques. -la suppression des frais de scolarité dans l'enseignement post-secondaire.</p>	<p>Soutien à la famille Le parti préconise un congé payé pour les travailleuses des secteurs réglementés par le gouvernement fédéral qui subissent une perte de grossesse, et pour les parents qui prévoient d'avoir un enfant par adoption ou par maternité de substitution. -Des services de garde d'enfants à 10 dollars par jour et un apprentissage précoce à l'échelle du Canada</p> <p>Soins de santé -a alloué 141,8 milliards de dollars supplémentaires aux soins de santé afin d'étendre la couverture au cours des dix prochaines années. Pour étendre la couverture dentaire à tous les Canadiens, \$17,4 milliards ont été alloués sur cinq ans, et 23,1 millions de dollars à Statistique Canada pour recueillir des données sur la santé bucco-dentaire.</p> <p>Éducation et jeunes travailleurs -Pour aider 750 000 étudiants de niveau postsecondaire qui dépendent chaque année de l'aide fédérale, le gouvernement a supprimé les intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis. Propose d'augmenter les bourses d'études de 40 %, jusqu'à concurrence de 4 200 \$. -Augmentation de la limite de certains retraits de REEE jusqu'à 8 000 \$. - a alloué 447,5 millions de dollars pour porter à 120 000 le nombre de placements dans des emplois d'été fédéraux.</p> <p>Culture, arts et tourisme - investi dans les communautés pour lutter contre la discrimination systémique à l'encontre des Canadiens racialisés, des peuples autochtones, des personnes handicapées, des femmes et des personnes 2SLGBTQI+ -13,8 milliards de dollars ont donc été alloués à la mise en œuvre du plan d'action pour les langues officielles. -\$123,2 millions pour stimuler l'immigration francophone. -Comme moins de la moitié des Canadiens respectent les directives nationales minimales en matière d'activité physique, 10 millions de dollars ont été alloués au programme Participaction.</p>	<p>Soutien à la famille Le parti souhaite un avenir où les familles se sentent en sécurité et pleines d'espoir. Il préconise : -autoriser les prêts hypothécaires sur 30 ans afin de réduire les paiements et de permettre à davantage de familles d'acheter une maison. -doubler le crédit d'impôt pour l'achat d'un logement pour le porter. -réduire les impôts des travailleurs et des familles en portant le ontant personnel de base à 19 500 dollars. -la suppression permanente de la TPS sur les produits d'épicerie et autres produits de première nécessité. -investir 1 milliard de dollars par an dans les crèches inclusives.</p> <p>Soins de santé -Les mesures proposées sont les suivantes : augmenter la disponibilité des soins primaires, ajouter 1 % au transfert en matière de santé, embaucher des médecins, et obtenir des licences pan-canadiennes. -la poursuite du développement des soins dentaires et de l'assurance-médicaments, et s'opposer à la privatisation.</p> <p>Soutien aux personnes âgées -Établir une stratégie nationale pour les personnes âgées afin d'aborder la question des soins de santé et de la pauvreté, de réduire l'isolement chez les personnes âgées.</p> <p>Éducation et jeunes travailleurs -Faire de l'enseignement post-secondaire un élément du système d'éducation publique, sans frais de scolarité, et l'interdiction des stages non rémunérés.</p> <p>Culture, arts et tourisme -taxer les sociétés de médias sur Internet afin d'uniformiser les règles du jeu pour les fournisseurs de contenu canadiens -Augmentation du financement de CBC et de Radio-Canada. -Un financement stable et à long terme pour les institutions artistiques et culturelles. -Soutien financier au théâtre indigène au Centre national des Arts. -L'étalement du revenu dans l'imposition des artistes et des travailleurs culturels.</p>	<p>Soins de santé Le parti affirme que le Canada fait partie des pays de l'OCDE qui dépensent le plus pour les soins de santé, avec peu de résultats en raison du monopole de l'État. Tous les autres pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis, ont des systèmes mixtes privé-public. -Le parti préconise l'abrogation de la loi canadienne sur la santé et la création de conditions permettant aux gouvernements provinciaux et territoriaux de mettre en place des systèmes universels mixtes privés-publics. -l'abrogation des mandats de vaccination pour éviter des dommages tels que ceux causés lors de la pandémie de COVID, tout en soutenant les mesures provinciales d'urgence pour protéger les plus vulnérables</p> <p>Culture, arts et tourisme Le parti affirme qu'une nation doit être fondée sur un sentiment d'appartenance, de participation à un projet national commun et de partage des mêmes valeurs. -Les valeurs canadiennes distinctes comprennent la démocratie, les droits et libertés individuels, y compris la liberté de croyance religieuse et la liberté de critiquer la religion, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité de traitement des citoyens indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur orientation sexuelle, l'État de droit, la séparation de l'État et de la religion, la tolérance et le pluralisme, ainsi que la loyauté envers la société dans son ensemble plutôt qu'envers son clan ou sa tribu. -Il préconise l'abrogation de la loi sur le multiculturalisme et la suppression du financement destiné à promouvoir le multiculturalisme, ainsi qu'une réduction substantielle du nombre total d'immigrants et de réfugiés que le Canada accepte chaque année, en veillant à ce que les candidats répondent à des questions concernant la mesure dans laquelle ils s'alignent sur les valeurs et les normes sociales canadiennes.</p>



Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.



Points supplémentaires à réflexion - voir page 8

Enjeu	L'enseignement catholique	Bloc Québécois	Héritage chrétien	Conservateurs	Vert	Libéral	Nouveaux Démocrates	Parti populaire
<p>UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES TOUTES LES PERSONNES</p> <p>La dignité du travail</p> <p>Réduction de la pauvreté et logement</p> <p>Syndicats, emploi</p> <p>Industries, entreprises et consommateurs</p>	<p><i>Ne vous inquiétez pas pour votre vie de ce que vous mangerez, ni pour votre corps de ce que vous porterez... Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice". Matthieu 6:25-33</i></p> <p>L'argent doit servir et non régner I -Pape François, <i>La joie de l'Évangile</i>, 57-58</p> <p>La dignité et l'importance du travail L'utilisation de ses dons pour chercher et servir Dieu inclut nécessairement le travail, par lequel l'homme coopère avec Dieu dans l'acte continu de création de Dieu. Le travail est une source de conditions pour une vie décente et peut être un outil efficace contre la pauvreté. Mais le travail ne doit pas être une idole. C'est Dieu, et non le travail, qui est l'origine de la vie et le but ultime de l'homme. Mais un travail digne n'est pas facilement accessible à tous ceux qui le recherchent. 274-289, <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i>.</p> <p>Réduction de la pauvreté Les pauvres et les marginalisés et, dans tous les cas, ceux dont les conditions de vie entravent leur bon développement doivent faire l'objet d'une attention particulière. Ce que nous faisons au plus petit d'entre nous, nous le faisons au Christ. - 182, <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i> ; <i>Matthieu 25, 31-46</i></p> <p>"L'aide financière aux pauvres doit toujours être une solution provisoire face à des besoins pressants. L'objectif plus large doit toujours être de leur permettre une vie digne par le travail". - Pape François, <i>Laudato si'</i>, 128</p> <p>Syndicats et droits des travailleurs Les exigences de la concurrence, de l'innovation technologique et de la complexité des flux financiers doivent être mises en harmonie avec la défense des travailleurs et de leurs droits. - 313, <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i>.</p> <p>Industries, entreprises, consommateurs</p> <p><i>Tu ne convoiteras pas les biens de ton prochain.</i> - le 10ème commandement</p> <p>Le développement de l'activité économique et la croissance de la production ont pour but de répondre aux besoins des êtres humains. La vie économique n'a pas pour seul but de multiplier les biens produits et d'accroître le profit ou la puissance ; elle est ordonnée avant tout au service des personnes, de l'homme tout entier et de la communauté humaine tout entière. - 2426, <i>Catéchisme de l'Église catholique</i></p>	<p>L'économie au service des gens Recherche d'un contrôle local de l'économie québécoise, au bénéfice des Québécois et pour promouvoir un développement résilient, durable et équitable. -soutient le libre-échange s'il est contrôlé par le Québec. S'oppose à la domination des multinationales. -considère le logement comme un droit fondamental, y compris le logement adapté aux personnes handicapées. -soutient l'accession à la propriété pour la classe moyenne et les jeunes adultes.</p> <p>Travail, syndicats, emploi -s'engager en faveur de la représentation collective des travailleurs. L'économie est au service de l'homme, et non l'inverse. soutient une rémunération suffisante pour assurer le bien-être dans le cadre du droit au bonheur. -considère les travailleurs saisonniers, indépendants et artistiques, comme des employés réguliers. -recherche la protection des fonds de retraite une possibilité de continuer à travailler après 65 ans.</p> <p>Industries et consommateurs -soutient la sylviculture au Québec et l'agriculture durable, recherche les chaînes d'approvisionnement courtes, la récupération des terres agricoles dévalorisées et la gestion de l'offre. -soutient l'intervention des pouvoirs publics pour aider les industries québécoises uniques dans les domaines du fromage, des boissons et de l'art, ainsi que les start-ups qui travaillent en français et respectent la Charte québécoise. -souhaite une réforme de la loi sur la concurrence afin de prévenir les abus de prix. - soutient la gestion de l'offre et l'agriculture verte. -soutient la pêche durable. soutient la protection de la flore, de la faune et des cours d'eau qui constituent le visage des régions du Québec et attirent le tourisme, notamment le caribou, la baleine franche, le chevalier cuirvé et la rainette faux-grillon. -soutient au Québec les ressources et le développement des transports régionaux.</p>	<p>Dignité du travail Le parti considère le travail comme une bonne chose. Les gens sont plus heureux lorsqu'ils travaillent et contribuent à la société. -Il plaide en faveur d'un salaire égal pour un travail égal, de l'absence d'action positive obligatoire ou de quotas d'embauche, de la protection des services essentiels contre les grèves et de la mise en place d'un programme de formation. les services essentiels contre les grèves.</p> <p>Réduction de la pauvreté, logement Les Canadiens doivent toujours être prêts à s'occuper de ceux qui sont dans la pauvreté sans que ce soit leur faute. Les personnes capables de travailler devraient être encouragées à le faire ; les contribuables ne devraient pas être obligés de soutenir ceux qui ne veulent pas travailler. Il s'oppose aussi fermement à la protection sociale des entreprises, c'est-à-dire aux subventions fédérales accordées aux entreprises. -Pour rendre le logement abordable, le parti préconise de réduire les achats de maisons, d'entreprises et de terres agricoles par des étrangers, de réduire les divorces et la nécessité pour un couple d'avoir deux maisons. -soutient l'idée de rendre plus abordable le fait d'être parent au foyer.</p> <p>Industries et consommateurs -Une nation qui ne peut pas se nourrir ne peut pas survivre. Le parti préconise l'élaboration d'une stratégie alimentaire nationale -faire de la production alimentaire une priorité nationale -la promotion des exploitations agricoles familiales -La gestion de l'offre n'est pas parfaite, mais elle soutient les producteurs canadiens et assure un approvisionnement constant en produits alimentaires de haute qualité.</p>	<p>Une économie au service des personnes. Le parti affirme que chacun mérite un emploi stable et bien rémunéré.</p> <p>Travail, syndicats et emploi Doublent les prestations des travailleurs et d'invalides ; porter les prestations de maladie de l'assurance-emploi ; soutenir les travailleurs qui se délocalisent. -obliger les employeurs à cotiser au RPC et à l'AE sur des comptes d'épargne salariale transférables chaque fois qu'ils paient employés. -soutenir les programmes de formation syndicale - doubler le crédit d'impôt pour les apprentis.</p> <p>Guerre commerciale -riposter aux droits de douane en prêts à s'occuper des américains : * Les biens que le Canada peut fabriquer * Les biens dont le Canada n'a pas besoin * biens disponibles ailleurs -en consacrant la majeure partie des fonds à l'aide aux travailleurs les plus durement touchés. -mettre en œuvre immédiatement une réduction massive de l'impôt sur le travail, l'investissement, l'énergie, la construction de logements et la production nationale afin de relancer l'économie et d'arrêter l'inflation tout en sauvant et en créant des milliers d'emplois. -Abandonner le C-69 et donner le feu vert aux usines de GNL, aux pipelines, aux mines, aux usines et à l'expansion des ports. -pour promouvoir le plus grand projet de construction de logements jamais réalisé, supprimer immédiatement toutes les formalités administratives et les taxes sur la construction de logements. -amener les provinces à travailler ensemble pour supprimer les barrières commerciales et créer un marché national libre. -Reconstruire l'armée et reprendre le contrôle des frontières nationales.</p> <p>Logement Construire un million de logements en trois ans grâce à des investissements fédéraux dans les transports en commun et les infrastructures, à la cession de biens fédéraux et à des mesures d'incitation pour les constructeurs.</p>	<p>L'économie au service des gens La constitution du parti mentionne la justice sociale comme principe clé, pour une distribution équitable des ressources sociales et naturelles afin de répondre aux besoins humains de base et d'assurer aux citoyens la possibilité de s'épanouir pleinement. - préconise une organisation juste du monde et une économie mondiale stable afin de combler le fossé entre les riches et les pauvres. -puisque les événements récents montrent que le Canada ne peut pas trop compter sur les autres, préconise une plus grande autosuffisance nationale, y compris la fabrication au Canada de produits essentiels sur le territoire national.</p> <p>Réduction de la pauvreté, logement Le logement est un droit de l'homme, mais les familles ne peuvent pas se l'offrir car il est racheté par de grandes entreprises. Il propose la construction de logements par le gouvernement qui ne coûtent pas plus de 30 % de leur revenu habituel. -Il propose un revenu vital garanti, en plus de l'enseignement post-secondaire universel, de l'assurance-médicaments, des soins dentaires et de l'aide à l'enfance.</p> <p>Travail, syndicats, emploi Le parti s'engage à construire une économie qui fonctionne pour les gens, et non pour les pollueurs : -des projets d'énergie propre qui créent des milliers d'emplois de qualité. -un réseau électrique national. -un programme national de rénovation des bâtiments et des habitations. -l'innovation pour les technologies propres et l'adaptation au climat. -Pour aider les travailleurs à faire face aux changements provoqués par la transition vers les énergies propres, il propose des formations pour les nouveaux emplois, soutient des syndicats forts pour protéger les droits des travailleurs et facilite les déplacements entre les provinces pour les travailleurs qualifiés. -Pour protéger la population en passant à l'énergie verte et à l'intelligence artificielle, le parti propose la mise en place d'un système de gestion de l'information. Revenu minimum vital garanti.</p>	<p>L'économie au service des gens En réponse aux droits de douane américains, le parti prône la construction de l'économie la plus forte du G7, y compris -Faire du Canada la première superpuissance énergétique mondiale dans des énergies propres et conventionnelles. -renforcer la sécurité énergétique nationale, la diversification des échanges et la compétitivité à long terme. -Augmenter les aides aux travailleurs, en particulier dans les industries essentielles ; promouvoir l'apprentissage des métiers -doubler le financement des programmes de formation syndicale et d'innovation. -Promouvoir la mobilité des travailleurs qualifiés entre les provinces et l'allègement fiscal pour les travailleurs délocalisés.</p> <p>Réduction de la pauvreté et logement -construire 500 000 nouveaux logements abordables par an pendant une décennie, en utilisant la technologie canadienne, le bois de masse et le bois résineux, et en offrant de nouvelles possibilités d'apprentissage. -des incitations à l'utilisation de pompes à chaleur et de processus d'adaptation au climat dans les nouvelles habitations. -Augmenter les prestations du Régime de pensions du Canada jusqu'à 50 % ; et la prestation canadienne pour les travailleurs les moins bien rémunérés. -supprimer de façon permanente les intérêts sur les prêts d'études canadiens, sans paiement jusqu'à ce que les emprunteurs gagnent au moins 40 000 dollars par an.</p> <p>Travail, syndicats, emploi -Interdire l'utilisation de produits de remplacement les travailleurs pendant les grèves ou les lock-out. -Améliorer l'assurance-emploi pour les travailleurs indépendants.</p> <p>Industries et consommateurs -utiliser la loi sur la concurrence, etc. pour renforcer les protections contre les prix cachés et promouvoir le droit à la réparation.</p>	<p>L'économie au service des gens Le parti préconise de créer 300 000 nouveaux emplois grâce à un nouvel accord sur l'action climatique et de veiller à ce que l'argent public ne soit dépensé que pour des projets propres et durables. -enrichir le droit légal au logement. -Construire 3 millions de logements d'ici 2030 et protéger les locations existantes. -Mettre en place un contrôle national des loyers, interdire les la rénovation et la fixation des prix ; autoriser les prêts hypothécaires à long terme et à faible taux d'intérêt. -piloter le revenu national de base, fixer un salaire minimum de \$15.</p> <p>Travail, syndicats, emploi Seuil de 360 heures pour les prestations des travailleurs, réforme du système d'assurance-emploi. -Extension des prestations de congé parental ; prestations de congé de maladie jusqu'à 50 semaines. -Protéger les dénonciateurs et interdire le recours à des travailleurs de remplacement lors de conflits du travail.</p> <p>Consommateurs -Aider les villes à faire passer leurs flottes de bus à l'électricité, développer les transports en commun gratuits. -mettre en œuvre la charte des droits des consommateurs et des télécommunications, y compris le droit de réparer les appareils électroniques -Obliger les institutions financières et les conseillers à fournir des conseils dans l'intérêt de l'investisseur. -permettre au bureau de la concurrence d'enquêter de manière proactive sur les activités anticoncurrentielles.</p> <p>Industries et consommateurs -sommel pour attirer les investissements et les emplois dans les secteurs de l'automobile, de la fabrication, des technologies de l'information et de l'économie propre ; mesures d'incitation pour les véhicules à émissions nulles. -Développer une stratégie alimentaire nationale ; protéger la gestion de l'offre.</p>	<p>Une économie au service des citoyens Le parti affirme que les deux seules façons de créer plus de richesse et de prospérité sont de travailler plus ou plus efficacement. Les investissements visant à améliorer l'efficacité de la production sont essentiels pour améliorer le niveau de vie. -Les quotas d'immigration élevés font baisser le niveau de vie dans une économie canadienne stagnante. -L'intervention de l'État n'est d'aucune utilité. Il préconise plutôt d'éliminer les subventions aux entreprises, de réduire l'impôt sur le revenu des sociétés à 10 %, de réduire l'impôt sur les plus-values et de mettre fin à l'immigration de masse.</p> <p>Logement -Pour promouvoir le logement abordable, il préconise une réduction substantielle des quotas d'immigration à environ 100 000-150 000 personnes par an. -réduire les objectifs d'inflation de la Banque du Canada de 2 % à 0 %. -privatiser ou démanteler la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)</p> <p>Agriculture -préconise la création d'un système libre, ouvert et équitable qui permettra aux Canadiens d'économiser des milliards de dollars chaque année en éliminant progressivement le système de gestion de l'offre sur un certain nombre d'années pour permettre aux agriculteurs de s'adapter, et en les indemnisant pour la valeur perdue de leurs quotas. - permettre aux producteurs canadiens de lait, d'œufs et de volaille de prospérer et de vendre leurs produits à l'échelle internationale.</p>

Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.



Enjeu	L'enseignement catholique	Bloc Québécois	Héritage chrétien	Conservateurs	Vert	Libéral	Nouveaux Démocrates	Parti populaire
DROITS DE L'HOMME & RESPONSABILITÉS Libertés civiles - Droits de l'homme - Participation et subsidiarité	Droits civils et libertés Au droit de chacun correspond le devoir de tous les autres... Ceux qui revendiquent leurs propres droits, mais négligent d'accomplir leurs devoirs, sont des gens qui construisent d'une main et détruisent de l'autre. Les droits civils reconnus sont les suivants : - l'absence de discrimination raciale - liberté de conscience et de religion - liberté d'expression - l'équité entre les sexes - le droit à la propriété privée 171-276, 295-433, <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i> Les droits de l'homme reconnus sont les suivants : - le droit à la vie de la conception à la mort naturelle - droit de vivre dans une famille unie et dans un environnement moral propice à l'épanouissement de la personnalité de l'enfant - le droit de développer son intelligence et sa liberté dans la recherche et la connaissance de la vérité. - le droit de travailler, de tirer du travail les moyens de subvenir à ses besoins et à ceux des personnes à sa charge. - le droit de fonder librement une famille, d'avoir et d'élever des enfants en exerçant sa sexualité de manière responsable. - les droits à un logement adéquat, à une eau propre, à une alimentation sûre et nutritive, à l'éducation et à l'accès à la culture, aux transports et aux soins de santé de base. - 151-166 <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i> Responsabilités individuelles Subsidiarité Chaque élément de la société doit servir son propre objectif et aider les autres à servir le leur, sans empiéter sur les responsabilités des uns et des autres. L'une des conséquences de ce principe est que chaque individu, et les petits groupes de personnes, devraient être autorisés à prendre eux-mêmes toutes les décisions qui peuvent leur être confiées de manière responsable, plutôt qu'à des groupes plus importants ou à des autorités plus grandes. Il s'agit de l'un des enseignements sociaux fondamentaux de l'Église, car il contribue à garantir que chaque individu est en mesure de trouver son propre chemin vers Dieu. La communauté politique est établie pour être au service de la société civile. La famille est l'élément primordial de la société.	Droits civils et humains Le parti affirme que le français est au cœur de l'identité nationale québécoise et qu'il sera toujours la langue commune du Québec. -la minorité historique anglaise doit être protégée dans ses institutions historiques, mais toujours sous réserve de préserver et de renforcer le caractère national de l'État québécois. - chaque langue autochtone leur est nationale et qu'ils doivent pouvoir parler leur propre langue. - <i>Tous les êtres humains sont égaux.</i> -L'équité salariale doit être atteinte sans compromis, la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles doit cesser. Le corps de la femme lui appartient et lui seul, et ce droit doit être garanti. L'avortement et la contraception sont des droits fondamentaux. - s'oppose à toute forme de discrimination, notamment en matière de diversité et d'orientation sexuelle, et soutient la communauté LGBTQ+. -Le meilleur moyen de protéger la liberté de religion est que l'État n'en ait aucune. La responsabilité de l'État n'est pas de promouvoir la religion, mais de permettre aux gens de vivre librement selon leurs croyances ou non-croyances. -s'oppose à la prière à la Chambre des communes, aux serments sur la Bible, aux serments à un monarque qui est aussi un chef religieux, et à toutes les manifestations religieuses dans la gestion des affaires de l'État. -s'oppose à la censure, à la culture de l'annulation, à l'intimidation, à l'humiliation et aux tribunaux populaires qui se substituent à la justice, notamment sur les réseaux sociaux et sous le couvert de l'anonymat. -soutient la liberté de la presse et l'indépendance des journalistes à tout moment.	Droits civils et humains Le parti reconnaît : -le droit à la vie, de la conception à la naturelle -la liberté d'expression -l'égalité de traitement devant la loi -s'oppose aux affaires frivoles relatives aux "droits de l'homme" ; l'argent des contribuables ne doit pas être utilisé pour promouvoir l'agenda de groupes d'intérêts particuliers -La liberté de pratiquer des religions qui ne nuisent pas à autrui. Ne tolère pas les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur, les mariages forcés, les épouses multiples, etc. Favorise le rétablissement de la protection contre le suicide assisté et l'euthanasie. S'oppose à ce que l'on tue le patient plutôt que la -Elle soutient un meilleur accès aux soins palliatifs de confort et la protection de la conscience des professionnels de la santé. Aucun Canadien ne devrait être contraint de violer sa conscience. -soutient le droit aux armes. Si les armes sont interdites, seuls les hors-la-loi auront des armes. Ce sont les crimes violents qui posent problème, pas les armes à feu.	Droits civils et humains Les partisans du parti : -protéger les droits de conscience des professionnels de la santé et encourager les organisations confessionnelles et autres organisations communautaires à développer leur offre de soins palliatifs et de longue durée. -veiller à ce que les établissements publics d'enseignement supérieur tiennent compte de la diversité des points de vue qui composent le Canada en s'engageant à respecter la liberté d'expression et la liberté académique. -Criminaliser les déclarations en ligne qui encouragent la violence contre des groupes identifiables, protéger les discours, les critiques et les arguments qui n'encouragent pas la violence. -Garantir des opportunités pour les femmes en augmentant les services de garde d'enfants et en soutenant les soins aux parents âgés, en soutenant le travail et la formation professionnelle, en luttant contre le harcèlement sexuel. -Légiférer pour protéger la vie privée en ligne. -Promouvoir le marché des prêts hypothécaires de 7 à 10 ans pour les primo-accédants. Prévoir l'imposition des plus-values sur la vente des résidences principales. -reconnaître l'eau potable comme un droit humain fondamental, y compris pour les communautés autochtones.	Droits civils et humains La constitution du parti stipule qu'il honore la diversité culturelle, linguistique, ethnique, sexuelle, religieuse et spirituelle dans le contexte de la responsabilité individuelle à l'égard de tous les êtres. -défend le droit de toute personne, sans discrimination, à un environnement favorable à sa dignité, à sa santé physique et à son bien-être spirituel. -encourage l'établissement de relations respectueuses, positives et responsables au-delà des clivages, dans l'esprit d'une société multiculturelle. -reconnaît les droits des peuples autochtones aux moyens fondamentaux de leur survie, tant économique que culturelle, y compris les droits à la terre et à l'autodétermination. -reconnaît les droits des minorités ethniques à développer leur culture, leur religion et leur langue sans discrimination, et à participer pleinement au processus démocratique sur le plan juridique, social et culturel. -reconnaît et respecte les minorités sexuelles et l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie sociale, économique, politique et culturelle. -reconnaît le droit des jeunes à des besoins et à des modes d'expression distincts. -soutient les droits des personnes LGBTQ2+ et l'accès à des soins de santé qui tiennent compte de leur sexe. -s'oppose aux pratiques racistes en matière de maintien de l'ordre et d'application de la loi. -soutient la responsabilisation des plateformes en ligne en tant qu'éditeurs, y compris la responsabilité juridique pour tout ce qu'elles publient, et les programmes qui apprennent aux gens à repérer les fausses informations. -s'oppose aux pratiques discriminatoires dans les services publics.	Droits civils et humains -85 millions de dollars pour la nouvelle stratégie de lutte contre le racisme ; -100 millions de dollars pour le plan d'action fédéral 2SLGBTQ+ ; -200 millions de dollars pour la création d'un fonds de dotation destiné au financement durable des communautés noires ; -jusqu'à 265 millions de dollars pour le Black Entrepreneurship Program ; -mise en œuvre d'une loi sur le Canada accessible afin que les personnes handicapées puissent bénéficier d'un Canada sans obstacles d'ici à 2040. -25,4 millions de dollars pour lutter contre le racisme autochtone, le racisme anti-Noir, le racisme anti-Asiatique, l'antisémitisme et l'islamophobie. -adopté une série de mesures pour lutter contre le racisme et la discrimination à l'égard des femmes et des enfants, notamment la mise en place d'une réglementation en vertu de la loi canadienne sur la santé afin de garantir que, quel que soit l'endroit où une personne vit, elle a accès à des services de santé sexuelle et génésique accessibles au public. -préconise de refuser le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations qui luttent contre l'avortement. -des investissements records pour soutenir les femmes et les personnes issues de la diversité de genre, dont 160 millions de dollars pour des organisations au service des femmes Subsidiarité : Société civile -200 millions de dollars de soutien à près de 3 000 banques alimentaires et organisations locales de services alimentaires. -100 millions de dollars pour les refuges pour femmes, les centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles et de violences fondées sur le sexe. Fourni \$ 185 millions de dollars à la Croix-Rouge canadienne pour le travail humanitaire.	Droits civils et humains Le parti soutient les modèles innovants de police de proximité. -Le parti soutient les unités spécialisées dans les crimes de haine dans toutes les grandes villes et un groupe de travail national pour lutter contre la haine en ligne. -souhaite une voie claire et permanente pour la réinstallation des réfugiés LGBTQ/2S+. -Soutient l'ajout de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre et de l'expression à la loi sur l'équité en matière d'emploi. -Demande l'interdiction du fichage racial par la police. -Créer un groupe de travail national pour répondre à la surreprésentation systémique des autochtones et des Noirs dans les prisons fédérales. -Examen approfondi de l'écart salarial entre les hommes et les femmes. -prioriser l'élimination de la discrimination salariale fondée sur le sexe ; veiller à ce que les organisations de femmes disposent d'un financement stable, élaborer un plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, financer des centres d'accueil. -introduire une législation visant à encourager les partis politiques à présenter davantage de candidates -plaide en faveur d'un programme national de nutrition scolaire, afin de permettre à chaque enfant du Canada d'avoir accès à des aliments sains et à des informations sur la nutrition. -une politique alimentaire nationale et une stratégie de lutte contre le gaspillage alimentaire -Soutenir les programmes de formation à la gestion de l'eau et à la gestion des urgences dans les réserves et de l'eau menés par les autochtones. Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en matière de liberté de conscience ou de religion.	Droits civils et humains Le parti s'oppose à l'idéologie de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion parce qu'elle prescrit un traitement spécial et préjudiciable aux minorités, en violation de l'article 15, paragraphe 1, de la Charte des droits et libertés. -préconise l'abolition de tous les programmes et politiques d'IED fédéraux dans la fonction publique et les institutions telles que les forces armées, ainsi que dans les industries réglementées par le gouvernement fédéral. -soutient les Canadiens victimes de discrimination, de harcèlement ou de préjudice de quelque manière que ce soit de la part d'organisations qui imposent l'IED. -préconise de limiter la définition du discours de haine dans le code pénal à l'apologie explicite de la force contre des groupes ou des personnes identifiables sur la base de critères protégés tels que la religion, la race, l'appartenance ethnique, le sexe ou l'orientation sexuelle. -soutient l'abrogation de la réglementation limitant la liberté d'expression sur Internet et empêchant le rétablissement de l'article 13 de la loi canadienne sur les droits de l'homme. -cherche à supprimer tout financement public des médias canadiens et à garantir qu'ils soient totalement indépendants et libres de toute influence gouvernementale. -s'oppose à la discrimination à l'encontre des Canadiens en raison de leurs convictions morales. -s'oppose au financement fédéral de tout établissement d'enseignement supérieur qui viole la liberté d'expression des étudiants ou des enseignants.



Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.



Points supplémentaires à réflexion - voir page 8

Enjeu	L'enseignement catholique	Bloc Québécois	Héritage chrétien	Conservateurs	Vert	Libéral	Nouveaux Démocrates	Parti populaire
	<p>La solidarité est l'engagement pour le bien de son prochain. Le bien de l'un est le bien de tous, et l'autre est aussi important que soi-même.</p> <p>Handicaps, santé mentale, addictions Les personnes handicapées doivent être aidées à participer à la vie familiale et sociale à tous les niveaux qui leur sont accessibles et selon leurs possibilités... Elles aussi ont besoin d'aimer et d'être aimées. - 148, <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église</i></p> <p>Peuples autochtones et réconciliation La relation des peuples autochtones avec leurs terres et leurs ressources est une expression fondamentale de leur identité. L'Église catholique canadienne soutient le travail de la Commission de vérité et de réconciliation. L'Église est appelée à soutenir les communautés, les cultures et les traditions autochtones prospères.</p> <p>Communautés nordiques et rurales Trop souvent, les services sociaux et les infrastructures sont négligés dans les zones rurales. Le travail agricole mérite une attention particulière, compte tenu des nombreux problèmes à résoudre dans le contexte d'une économie de plus en plus mondialisée, ainsi que de son importance croissante pour la protection de l'environnement. Des changements radicaux et urgents sont nécessaires pour redonner à l'agriculture sa juste valeur en tant que base d'une économie saine... - 299, 300, 363, <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Église.</i></p> <p>Immigrants et nouveaux arrivants Idéalement, les migrations inutiles devraient être évitées. Toutefois, tant que des progrès substantiels n'auront pas été réalisés dans ce sens, nous sommes tenus de respecter le droit de chaque individu à trouver un endroit qui réponde à ses besoins fondamentaux. Nous sommes appelés à accueillir les immigrants et les réfugiés avec générosité et bonne volonté, comme s'ils étaient Jésus-Christ lui-même. <i>Matthieu, chapitre 25</i></p>	<p>Solidarité Le Bloc croit que toute personne a droit à la santé, à la sécurité et à la dignité à chaque étape de sa vie. Il est en faveur d'un filet de sécurité sociale solide et adéquatement financé pour tous les Québécois, y compris des soins de santé gratuits, universels et publics.</p> <p>Peuples autochtones -Le Québec et le Canada doivent développer des relations de nation à nation avec les peuples autochtones. -soutient l'évolution vers une plus grande autonomie des communautés autochtones, dans l'esprit de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. -soutient l'abrogation de la loi sur les Indiens en faveur d'accords entre égaux, et répond à la Commission Vérité et Réconciliation.</p> <p>Régions et industries rurales Le Bloc déclare que : -Il s'engage à promouvoir chacune des régions du Québec, notamment en offrant davantage d'incitations à la prochaine génération d'agriculteurs, aux jeunes qui grandissent dans les régions et aux nouveaux Québécois qui choisissent de s'y installer. -Il soutient la santé et l'avenir de l'agriculture et de la mariculture québécoises. -il soutient le développement d'initiatives culturelles en dehors des grands centres, comme les festivals régionaux, qui offrent aux Québécois des expériences uniques.</p> <p>Immigrants et nouveaux arrivants -L'immigration est essentielle au développement et à l'avenir du Québec. Cependant, il s'oppose au décalage entre les politiques fédérales et québécoises qui mettent en péril la langue et la culture françaises du Québec, ainsi que les cultures et les langues des peuples autochtones. Elle maintient que le Québec doit avoir la pleine autorité en matière d'immigration.</p>	<p>Peuples autochtones Le parti déclare que la loi sur les Indiens est dépassée et doit être remplacée par une législation reconnaissant l'occupation antérieure par les premiers peuples. -soutient la restitution, le cas échéant. -soutient la réconciliation menant à la pleine participation de tous les Canadiens à la société canadienne.</p> <p>Communautés rurales et agricoles -affirme qu'une nation qui ne peut pas se nourrir ne peut pas survivre. -elle préconise l'élaboration d'une stratégie alimentaire nationale -faire de la production alimentaire une priorité nationale. -le soutien et l'encouragement à l'institution de l'exploitation agricole familiale.</p> <p>Immigrants et nouveaux arrivants Le parti déclare que : -Le gouvernement canadien DOIT protéger les citoyens canadiens. La sécurité des citoyens est la première responsabilité du gouvernement. -Les frontières du Canada DOIVENT être respectées et l'entrée doit être limitée à ceux qui entrent légalement par les points d'entrée officiels. -L'immigration est un privilège et non un droit. -Tous les immigrants doivent faire l'objet d'un contrôle approfondi et doivent déclarer et démontrer leur loyauté envers le Canada et les valeurs canadiennes. -SEULS les citoyens canadiens devraient être autorisés à voter ou à exercer une fonction.</p>	<p>Marginalisées et vulnérables Le parti préconise une refonte des aides et prestations liées au handicap afin que le travail des personnes handicapées ne leur coûte pas d'argent. -Le parti préconise de fournir 80 millions de dollars de plus par an aux communautés et aux petites entreprises pour assurer l'accessibilité. -financer un million de Canadiens supplémentaires par an pour qu'ils bénéficient de soins de santé mentale. -faire du rétablissement l'objectif principal du traitement des addictions.</p> <p>Peuples autochtones -Reconnaître les droits des autochtones et les droits issus des traités, travailler en tant que partenaires de nation à nation. -formation et mentorat pur les jeunes dirigeants autochtones. -Soutenir le plan d'action national pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones. -1 milliard de dollars de financement pour renforcer les programmes de santé mentale et de traitement des toxicomanes autochtones.</p> <p>Communautés nordiques et rurales -permettre aux territoires de fixer leurs propres limites d'emprunt. -Développer l'écotourisme dans les parcs nordiques et poursuivre les grands projets d'infrastructure dans le Nord. -Détourner les fonds publicitaires du gouvernement des grandes entreprises technologiques étrangères vers les médias régionaux. -Ajouter un critère de détermination de la peine pour les infractions commises en milieu rural.</p> <p>Immigrants et nouveaux arrivants -résorber l'arriéré en matière d'immigration grâce à l'accélération du traitement des dossiers moyennant paiement d'une redevance -augmenter la capacité de traitement des demandes -remanier le programme des travailleurs étrangers temporaires afin de mieux l'adapter aux besoins nationaux -Remplacer les placements publics de réfugiés assistés par le gouvernement par des parrainages privés et conjoints. rendre permanent le projet arc-en-ciel d'aide aux réfugiés.</p>	<p>Marginalisées et vulnérables Le parti déclare qu'il est temps de décider si le Canada tiendra sa promesse d'une société juste. -Les dirigeants politiques sont chargés de renforcer la cohésion au sein de la société en recherchant un terrain d'entente, en célébrant les diverses identités et en décourageant la polarisation.</p> <p>Personnes handicapées Le parti déclare que la pleine participation des personnes handicapées n'est pas facultative mais qu'elle est un droit. Il préconise : -La révision du crédit d'impôt pour personnes handicapées afin qu'il soit plus facile à appliquer et qu'il concerne un plus grand nombre de personnes, ainsi que la réparation et le financement de la prestation canadienne d'invalidité afin de sortir les personnes de la pauvreté. -l'application de règles claires en matière de soutien aux travailleurs handicapés. -construire des logements abordables et accessibles à tous. -la création d'un fonds national pour fournir des outils importants tels que des fauteuils roulants et des appareils de communication.</p> <p>Peuples autochtones Le parti préconise de prendre des mesures concrètes en faveur de la justice, notamment : -réagir à chaque appel à l'action de la Commission vérité et réconciliation. -en donnant suite à chaque appel à la justice lancé par l'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. -Fixer la justice pour réduire le nombre d'indigènes en prison. - des programmes de justice réparatrice qui aident à la fois les victimes et les délinquants. -soutenir les communautés indigènes qui fouillent les sites des anciens pensionnats. -soutenir les droits et le leadership des autochtones en mettant en œuvre la déclaration des Nations unies sur les droits des autochtones, en respectant le consentement des autochtones sur les décisions concernant leurs terres, en soutenant la fin de la loi sur les Indiens et en veillant à ce que les voix des autochtones contribuent à façonner les décisions nationales.</p>	<p>Marginalisées et vulnérables Le parti a alloué \$1,6 milliard par an aux personnes souffrant de déficiences mentales et physiques. -5 milliards de dollars pour augmenter les services de santé mentale et de traitement des dépendances. -800 millions de dollars pour soutenir une réponse compatissante à la crise des opioïdes et à sa stigmatisation. -fourni des sites de consommation sûrs à des dizaines de milliers de personnes confrontées à des problèmes de toxicomanie.</p> <p>Peuples autochtones -a œuvré pour la réconciliation, notamment en allouant 29 milliards de dollars aux services de protection de l'enfance et 5,9 milliards de dollars pour l'éducation dans les réserves. -\$5,7 milliards pour combler les lacunes en matière d'infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. -4 milliards de dollars pour soutenir le logement dans les réserves. -991 millions de dollars pour des services de police adaptés à la culture des Premières nations. -Le gouvernement a signé des accords d'autonomie actualisés avec les nations métisses. -a alloué 2,2 milliards de dollars au programme fédéral de lutte contre les disparitions et les meurtres de femmes, de filles et de personnes LGBTQIA+ autochtones.</p> <p>Nord et zones rurales -45,9 millions de dollars pour les médecins et les infirmières qui choisissent d'exercer dans les communautés rurales et éloignées. -333 millions de dollars pour la création d'un fonds d'innovation laitière, afin d'augmenter les revenus des producteurs laitiers. -108 millions de dollars pour accroître les possibilités de tourisme local. -\$34,1 million pour aider à réduire l'utilisation d'engrais.</p> <p>Réfugiés et nouveaux arrivants a approuvé la création de 500 000 nouveaux résidents permanents par an afin de remédier aux pénuries de main-d'œuvre. -a alloué 43,5 millions de dollars pour maintenir le soutien fédéral aux services d'aide juridique aux demandeurs d'asile et aux réfugiés.</p>	<p>Marginalisées et vulnérables Le parti préconise l'adoption de la Convention des Nations Unies sur les personnes handicapées et la révision des programmes de revenu pour les Canadiens vivant avec un handicap -l'élargissement des programmes d'égalité des chances pour les personnes handicapées.</p> <p>Peuples autochtones -Adhésion totale à l'UDNRIP et aux appels à l'action de la Commission Vérité et Réconciliation. -Autogestion autochtone, autodétermination en matière de santé, et la compétence en matière de protection de l'enfance. -Mise en œuvre de stratégies de logement pour les Premières nations, les Métis et les Inuits. -l'accès équitable à l'éducation. -Programmes d'histoire autochtone pour tous, basés sur les appels 62 et 63 de la Commission Vérité et Réconciliation. -investir dans les entreprises sociales et l'entrepreneuriat autochtones. -s'attaquer à la violence contre les femmes autochtones, donner aux juges un pouvoir discrétionnaire dans les procédures de condamnation et de mise en liberté sous caution, et mettre l'accent sur la justice réparatrice.</p> <p>Communautés rurales -Amélioration des services gouvernementaux en personne dans les communautés rurales. -l'accès à l'internet sans fil et à large bande dans les zones rurales à un prix abordable. -banque postale. -des transports en commun abordables pour toutes les régions -Crédits d'impôt pour les diplômés qui restent dans les communautés du Nord.</p> <p>Immigrants et nouveaux arrivants -des politiques d'immigration fondées sur l'équité, le respect et la dignité. veiller à ce que les politiques d'immigration répondent aux besoins de la main-d'œuvre. -la suppression du plafond de parrainage des membres de la famille. -résorber l'arriéré des demandeurs d'asile et travailler avec les communautés pour réinstaller les réfugiés - suspendre l'accord sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis.</p>	<p>Peuples autochtones Le parti déclare qu'il n'est pas possible d'aborder toutes les questions de réconciliation dans le cadre d'un programme électoral. La population autochtone du Canada est extrêmement diversifiée. Elle compte 600 communautés et représente environ 5 % de la population canadienne. -Il préconise de donner la priorité à la réponse sur la base de ses quatre principes clés que sont la liberté, la responsabilité, l'équité et le respect. -l'absence de véritable propriété privée dans les réserves est en partie responsable du mauvais état des logements et des maux sociaux qui en découlent, et il convient d'y remédier. -Les communautés autochtones devraient s'approprier davantage les services qu'elles reçoivent, afin de les rendre plus équitables.</p> <p>Immigrants et nouveaux arrivants L'objectif premier de la politique d'immigration du Canada devrait être de procurer des avantages économiques aux Canadiens et au Canada dans son ensemble, et non de modifier par la force le caractère culturel du pays. Elle ne devrait pas non plus faire peser sur les épaules des Canadiens un fardeau financier excessif dans le cadre de la poursuite d'objectifs humanitaires. -Les gouvernements récents ont soutenu une augmentation irresponsable et insoutenable des niveaux d'immigration, ce qui a conduit à une explosion des problèmes, avec un total de près de 1,3 million d'étrangers. -La politique d'immigration du Canada ne peut profiter aux Canadiens que si la nation accueille le bon type et le bon nombre d'immigrants. -préconise un moratoire sur les nouveaux résidents permanents jusqu'à ce que la crise du logement se soit calmée, que l'impact économique négatif de l'immigration de masse ait été neutralisé et que la désintégration sociale et culturelle s'accompagne d'une réforme substantielle de la politique d'immigration.</p>



Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.



Points supplémentaires à réflexion - voir page 8

Enjeu	L'enseignement catholique	Bloc Québécois	Héritage chrétien	Conservateurs	Vert	Libéral	Nouveaux Démocrates	Parti populaire	
LA BONNE GOUVERNANCE: DÉMOCRATIE, JUSTICE ET PAIX	Le rôle du gouvernement Le but du gouvernement est de soutenir le développement authentique de toutes les âmes qu'il gouverne : faciliter leur recherche de la vérité, qui est Dieu. Cela inclut la mise en place d'un cadre juridique et économique approprié, y compris le respect de la dignité et des droits de l'homme de tous -En l'absence d'un consensus général sur les valeurs, le sens profond de la démocratie est perdu et sa stabilité est compromise. -Les représentants élus sont tenus de rendre compte de leur travail au nom du public. -S'il n'y a pas de vérité ultime pour guider et orienter l'action politique, la manipulation des idées et des convictions peut facilement transformer la démocratie en totalitarisme.	Finances, responsabilité, réforme -recherche l'obligation de rendre compte, la transparence et la responsabilité. -exige la fin des paradis fiscaux pour les entreprises et les riches -soutient l'abolition du Sénat et de la fonction de gouverneur général. Finances, responsabilité, réforme -recherche l'obligation de rendre compte, la transparence et la responsabilité. -exige la fin des paradis fiscaux pour les entreprises et les riches -soutient l'abolition du Sénat et de la fonction de gouverneur général. -honore l'héritage de la Révolution tranquille, sans nier la contribution historique de l'Église.	Finances, responsabilité, réforme Le parti s'oppose à ce que les partis politiques reçoivent des fonds de campagne financés par l'impôt et à ce que les partis politiques soient exclus des débats. --est favorable à la modification du scrutin uninominal à un tour et s'oppose à ce que des non-citoyens votent ou exercent des fonctions. -est favorable à l'élection des sénateurs par les provinces, chaque province ayant le même nombre de sénateurs. -soutient la suppression du financement de la CBC et s'oppose à la partialité des médias à l'égard des chrétiens. -note que la dette nationale s'élève à plus de \$690 milliards et qu'elle coûte environ 70 millions de dollars par jour en intérêts. Il préconise le paiement de la dette et l'équilibre obligatoire du budget national. -soutient le remplacement de l'impôt fédéral sur le revenu par une taxe sur les achats. -Soutient l'ouverture de toutes les dépenses gouvernementales à l'examen public et l'établissement d'une liste des salaires supérieurs à 100 000 dollars. -Soutient le rappel public de tous les hommes politiques et des hauts fonctionnaires.	Le rôle du gouvernement Le gouvernement doit protéger les vies et les biens, garantir les opportunités et la prospérité, protéger les citoyens et les frontières. Finances, responsabilité, réforme -Le COVID étant terminé, il est temps de payer la dette et de mettre fin à l'évasion fiscale. -Renforcer la loi sur les conflits d'intérêts et les sanctions en cas de corruption. -supprimer les échappatoires en matière de lobbying ; protéger les dénonciateurs -Enregistrer les agents principaux étrangers. -permettre aux provinces d'élire des sénateurs.	Provinces et territoires -Plus d'autonomie pour le Québec, y compris le contrôle de l'immigration ; fin de l'ingérence fédérale. -Réformer les paiements de transfert.	Le rôle du gouvernement Le parti recherche une démocratie dans laquelle tous les citoyens ont le droit d'exprimer leurs opinions et de participer aux décisions politiques qui affectent leur vie. -défend l'accès à toutes les informations pertinentes nécessaires à la prise de décision. -Promouvoir l'implication des jeunes dans tous les aspects de la vie politique ; abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans. -Transparence, vérité et responsabilité dans la gouvernance. - systèmes électoraux basés sur la représentation proportionnelle, limites sur tous les dons ; subventions par vote pour l'équité envers les petits partis. -mettre fin à l'embauche de lobbyistes et à la conclusion de contrats avec eux. -la protection des dénonciateurs.	Finances, responsabilité, réforme -déclare que les déficits pendant la période COVID étaient bien financés et limités dans le temps. Dit que la dette fédérale restera supérieure à 50 % du PIB jusqu'en 2026 au moins ; considère qu'il s'agit là d'une dette nationale relativement faible. -s'assurer que tout le monde paie des impôts équitables, y compris les banques et les riches. -Pour aider les familles, réduire la tranche d'imposition marginale la plus basse de 1 point de pourcentage. -Promesse de vote proportionnel non tenue après les élections de 2019. Pas de proposition de réforme en cours.	Le rôle du gouvernement Recherche la paix, l'égalité, la justice pour tous, la prospérité durable, la diversité et le bien commun. Finances, responsabilité, réforme Supprimer les paradis fiscaux et les échappatoires pour les entreprises et les ultra-riches. Ramener les taux d'imposition des entreprises aux niveaux de 2010. - porter le montant personnel de base à 19 500 dollars ; supprimer la TPS sur les produits de première nécessité tels que la nourriture. -soutient une gestion responsable de la dette : emprunter en cas de besoin et équilibrer lorsque c'est prudent. -soutient la représentation proportionnelle mixte ; abaisse l'âge du droit de vote à 16 ans. -Tenir les médias sociaux pour responsables des fraudes et des menaces, des discours haineux et de l'ingérence étrangère. -Renforcer les sanctions et l'application de la loi en matière de conflits d'intérêts. - supprimer le Sénat.	Le rôle du gouvernement Les principes du parti sont la liberté, la responsabilité, l'équité et le respect. Il estime qu'une nation doit être fondée sur des valeurs partagées et un sentiment d'appartenance à un projet national commun. Finances, responsabilité, réforme La dette du Canada, qui s'élève à 1 324 milliards de dollars, est insoutenable, provoque de l'inflation et des taux d'intérêt plus élevés, et constitue un impôt différé pour nos enfants et nos petits-enfants. -Il soutient une réduction agressive des dépenses, un budget équilibré et une baisse des impôts en mettant fin à l'aide étrangère, aux programmes de lutte contre le changement climatique, à CBC/Radio-Canada et à d'autres soutiens médiatiques.
Rôle et objectif du gouvernement	Relations internationales La coexistence entre les nations repose sur les mêmes valeurs qui doivent guider les relations entre les êtres humains : la vérité, la justice, la solidarité active et la liberté.	Intergouvernementales -cherche à contrôler la perception et l'utilisation de l'impôt fédéral au Québec et à établir des relations directes entre le Québec et tous les pays et provinces. -s'oppose à l'ingérence, au-delà des définitions des droits universels de l'ONU, dans les choix nationaux des autres nations. -Le changement climatique est considéré comme le plus grand défi en matière de relations internationales et comme un facteur de migration forcée.	Relations internationales Défend le leadership canadien dans les domaines de l'eau potable, de l'énergie et de la justice, et NON de l'avortement, de la confusion des genres et de l'endettement. -rejette l'islam radical en tant que menace pour la démocratie occidentale -soutient Israël et ses droits à l'existence et à la défense.	Relations internationales -alliances avec des alliés qui partagent nos valeurs, promotion du commerce et de la démocratie dans le monde entier. Droits de douane de rétorsion, et promotion de l'autosuffisance. -Tenir tête à la Chine. -défendre les droits de l'homme, la dignité et la transparence ; promouvoir les intérêts, la sécurité et la souveraineté du Canada. -actualiser la politique de défense pour l'adapter à la nouvelle réalité, notamment en renforçant la présence dans l'Arctique. -Soutien à la défense de l'Ukraine.	Finances, responsabilité, réforme -des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants universels et abordables, ainsi que des congés payés pour les soins aux personnes âgées, les fausses couches et d'autres besoins familiaux. -collège et université gratuits -revenu de subsistance garanti.	Relations internationales -soutient la démocratie, l'égalité et les droits de l'homme à l'échelle mondiale ; défend l'ordre international fondé sur des règles. - Protéger les chaînes d'approvisionnement et l'économie des pratiques commerciales d'autres pays. Résister à l'intégration mondiale et à la domination étrangère des chaînes d'approvisionnement..	Relations internationales -fonder la politique étrangère sur les droits de l'homme, le multilatéralisme et les intérêts mondiaux. -protéger les travailleurs, les emplois et les soins de santé contre les droits de douane américains. -soutenir le désarmement ; s'opposer à l'utilisation d'armes fabriquées au Canada dans les conflits à l'étranger. -Rechercher une solution équitable à deux États pour Israël et la Palestine ; soutenir les objectifs de développement 2030 de l'ONU ; les droits internationaux des femmes. -faire respecter des normes élevées en matière de responsabilité sociale des entreprises.	Relations internationales -soutient une politique étrangère axée sur la sécurité et la prospérité des Canadiens, plutôt que sur l'idéologie, notamment en collaborant étroitement avec les alliés pour maintenir la paix et éviter les conflits, et en se retirant de tous les engagements pris dans le cadre des Nations unies.	
Intendance et réforme	La protection de l'environnement au niveau mondial Il est important que la communauté internationale des règles uniformes qui permettront aux États d'exercer un contrôle plus efficace sur l'utilisation abusive de l'environnement et la protection des écosystèmes. Ces règles doivent favoriser une responsabilisation croissante ainsi qu'un changement effectif de mentalité et de mode de vie.	Justice pénale et sécurité publique considère l'État de droit comme la meilleure garantie de justice et estime que personne n'est au-dessus de la loi. -s'oppose à l'utilisation de l'argent des contribuables pour financer des contestations juridiques de lois québécoises dûment adoptées. -estime que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre la justice sur la base des lois adoptées par le corps législatif, et non pas se substituer aux législateurs élus. -recherche l'équilibre entre la réhabilitation et la rétribution.	Relations internationales -soutient le droit des nations à appliquer des tarifs douaniers, même si les nations partageant une frontière devraient les éviter car ils entraînent souvent des guerres commerciales néfastes.	Sécurité et sûreté publique -La défense et la CAF doivent s'occuper des données et de la cybersécurité, de l'extrémisme et de l'ingérence étrangère dans les élections. -Mettre fin à la discrimination et au harcèlement au sein de la CAF ; relancer les programmes universitaires de formation des officiers. -Coordonner les prestations des anciens combattants ; traiter les anciens combattants et leurs familles avec respect.... -Promouvoir la dissuasion et la réhabilitation dans la justice pénale. Peines plus sévères, restitution et éducation pour lutter contre la violence domestique et les gangs. Criminaliser les déclarations qui encouragent la violence. -Promouvoir l'adaptation et les stratégies nationales en matière de climat.	Relations internationales Le parti préconise de supprimer les causes de la guerre en comprenant et en respectant les autres cultures, en mettant fin au racisme et à la pauvreté dans le monde. -Un désarmement général et complet.	Relations internationales -soutient la démocratie, l'égalité et les droits de l'homme à l'échelle mondiale ; défend l'ordre international fondé sur des règles. - Protéger les chaînes d'approvisionnement et l'économie des pratiques commerciales d'autres pays. Résister à l'intégration mondiale et à la domination étrangère des chaînes d'approvisionnement..	Relations internationales -fonder la politique étrangère sur les droits de l'homme, le multilatéralisme et les intérêts mondiaux. -protéger les travailleurs, les emplois et les soins de santé contre les droits de douane américains. -soutenir le désarmement ; s'opposer à l'utilisation d'armes fabriquées au Canada dans les conflits à l'étranger. -Rechercher une solution équitable à deux États pour Israël et la Palestine ; soutenir les objectifs de développement 2030 de l'ONU ; les droits internationaux des femmes. -faire respecter des normes élevées en matière de responsabilité sociale des entreprises.	Relations internationales -soutient une politique étrangère axée sur la sécurité et la prospérité des Canadiens, plutôt que sur l'idéologie, notamment en collaborant étroitement avec les alliés pour maintenir la paix et éviter les conflits, et en se retirant de tous les engagements pris dans le cadre des Nations unies.	
Provinces, territoires, municipalités	Personnes déplacées et aide humanitaire Il est essentiel de rechercher les causes sous-jacentes aux guerres afin de pouvoir s'attaquer aux causes des migrations forcées.	Justice pénale et sécurité publique considère l'État de droit comme la meilleure garantie de justice et estime que personne n'est au-dessus de la loi. -s'oppose à l'utilisation de l'argent des contribuables pour financer des contestations juridiques de lois québécoises dûment adoptées. -estime que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre la justice sur la base des lois adoptées par le corps législatif, et non pas se substituer aux législateurs élus. -recherche l'équilibre entre la réhabilitation et la rétribution.	Relations internationales -soutient le droit des nations à appliquer des tarifs douaniers, même si les nations partageant une frontière devraient les éviter car ils entraînent souvent des guerres commerciales néfastes.	Sécurité et sûreté publique -La défense et la CAF doivent s'occuper des données et de la cybersécurité, de l'extrémisme et de l'ingérence étrangère dans les élections. -Mettre fin à la discrimination et au harcèlement au sein de la CAF ; relancer les programmes universitaires de formation des officiers. -Coordonner les prestations des anciens combattants ; traiter les anciens combattants et leurs familles avec respect.... -Promouvoir la dissuasion et la réhabilitation dans la justice pénale. Peines plus sévères, restitution et éducation pour lutter contre la violence domestique et les gangs. Criminaliser les déclarations qui encouragent la violence. -Promouvoir l'adaptation et les stratégies nationales en matière de climat.	Relations internationales Le parti préconise de supprimer les causes de la guerre en comprenant et en respectant les autres cultures, en mettant fin au racisme et à la pauvreté dans le monde. -Un désarmement général et complet.	Sécurité et sûreté publique -alloué 48,9 millions de dollars à la GRC pour lutter contre l'ingérence étrangère. - \$55 milliards sur 20 ans pour la défense nationale, y compris 88 avions de combat F-35 pour un coût de \$26,3 milliards, à livrer d'ici 2026. -accueille le Centre du changement climatique et de la sécurité de l'OTAN à Montréal. -demande une réforme des révisions pour les mauvaises condamnations, les traumatismes des agents de la sécurité publique et les délits financiers. -Affectation de 48,1 millions de dollars à la mise à jour de la stratégie de lutte contre les catastrophes climatiques. - \$257 millions pour lutter contre la discrimination et les gangs. -\$238,5 millions pour les caméras corporelles de la GRC afin d'assurer la responsabilisation.	Sécurité et sûreté publique -fonder la politique étrangère sur les droits de l'homme, le multilatéralisme et les intérêts mondiaux. -protéger les travailleurs, les emplois et les soins de santé contre les droits de douane américains. -soutenir le désarmement ; s'opposer à l'utilisation d'armes fabriquées au Canada dans les conflits à l'étranger. -Rechercher une solution équitable à deux États pour Israël et la Palestine ; soutenir les objectifs de développement 2030 de l'ONU ; les droits internationaux des femmes. -faire respecter des normes élevées en matière de responsabilité sociale des entreprises.	Sécurité et sûreté publique -s'assurer que la CAF est correctement équipée et formée. -des prestations équitables pour les anciens combattants. -Police de proximité, unités de lutte contre les crimes de haine, contrôle des armes à feu. Protéger les jeunes de l'extrémisme. Mettre l'accent sur la justice réparatrice et sur le pouvoir discrétionnaire des juges en matière de condamnation.	
Paix, Relations internationales	Personnes déplacées et aide humanitaire Il est essentiel de rechercher les causes sous-jacentes aux guerres afin de pouvoir s'attaquer aux causes des migrations forcées.	Justice pénale et sécurité publique considère l'État de droit comme la meilleure garantie de justice et estime que personne n'est au-dessus de la loi. -s'oppose à l'utilisation de l'argent des contribuables pour financer des contestations juridiques de lois québécoises dûment adoptées. -estime que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre la justice sur la base des lois adoptées par le corps législatif, et non pas se substituer aux législateurs élus. -recherche l'équilibre entre la réhabilitation et la rétribution.	Relations internationales -soutient le droit des nations à appliquer des tarifs douaniers, même si les nations partageant une frontière devraient les éviter car ils entraînent souvent des guerres commerciales néfastes.	Sécurité et sûreté publique -La défense et la CAF doivent s'occuper des données et de la cybersécurité, de l'extrémisme et de l'ingérence étrangère dans les élections. -Mettre fin à la discrimination et au harcèlement au sein de la CAF ; relancer les programmes universitaires de formation des officiers. -Coordonner les prestations des anciens combattants ; traiter les anciens combattants et leurs familles avec respect.... -Promouvoir la dissuasion et la réhabilitation dans la justice pénale. Peines plus sévères, restitution et éducation pour lutter contre la violence domestique et les gangs. Criminaliser les déclarations qui encouragent la violence. -Promouvoir l'adaptation et les stratégies nationales en matière de climat.	Relations internationales Le parti préconise de supprimer les causes de la guerre en comprenant et en respectant les autres cultures, en mettant fin au racisme et à la pauvreté dans le monde. -Un désarmement général et complet.	Sécurité et sûreté publique -alloué 48,9 millions de dollars à la GRC pour lutter contre l'ingérence étrangère. - \$55 milliards sur 20 ans pour la défense nationale, y compris 88 avions de combat F-35 pour un coût de \$26,3 milliards, à livrer d'ici 2026. -accueille le Centre du changement climatique et de la sécurité de l'OTAN à Montréal. -demande une réforme des révisions pour les mauvaises condamnations, les traumatismes des agents de la sécurité publique et les délits financiers. -Affectation de 48,1 millions de dollars à la mise à jour de la stratégie de lutte contre les catastrophes climatiques. - \$257 millions pour lutter contre la discrimination et les gangs. -\$238,5 millions pour les caméras corporelles de la GRC afin d'assurer la responsabilisation.	Sécurité et sûreté publique -fonder la politique étrangère sur les droits de l'homme, le multilatéralisme et les intérêts mondiaux. -protéger les travailleurs, les emplois et les soins de santé contre les droits de douane américains. -soutenir le désarmement ; s'opposer à l'utilisation d'armes fabriquées au Canada dans les conflits à l'étranger. -Rechercher une solution équitable à deux États pour Israël et la Palestine ; soutenir les objectifs de développement 2030 de l'ONU ; les droits internationaux des femmes. -faire respecter des normes élevées en matière de responsabilité sociale des entreprises.	Sécurité et sûreté publique -s'assurer que la CAF est correctement équipée et formée. -des prestations équitables pour les anciens combattants. -Police de proximité, unités de lutte contre les crimes de haine, contrôle des armes à feu. Protéger les jeunes de l'extrémisme. Mettre l'accent sur la justice réparatrice et sur le pouvoir discrétionnaire des juges en matière de condamnation.	
Défense	Personnes déplacées et aide humanitaire Il est essentiel de rechercher les causes sous-jacentes aux guerres afin de pouvoir s'attaquer aux causes des migrations forcées.	Justice pénale et sécurité publique considère l'État de droit comme la meilleure garantie de justice et estime que personne n'est au-dessus de la loi. -s'oppose à l'utilisation de l'argent des contribuables pour financer des contestations juridiques de lois québécoises dûment adoptées. -estime que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre la justice sur la base des lois adoptées par le corps législatif, et non pas se substituer aux législateurs élus. -recherche l'équilibre entre la réhabilitation et la rétribution.	Relations internationales -soutient le droit des nations à appliquer des tarifs douaniers, même si les nations partageant une frontière devraient les éviter car ils entraînent souvent des guerres commerciales néfastes.	Sécurité et sûreté publique -La défense et la CAF doivent s'occuper des données et de la cybersécurité, de l'extrémisme et de l'ingérence étrangère dans les élections. -Mettre fin à la discrimination et au harcèlement au sein de la CAF ; relancer les programmes universitaires de formation des officiers. -Coordonner les prestations des anciens combattants ; traiter les anciens combattants et leurs familles avec respect.... -Promouvoir la dissuasion et la réhabilitation dans la justice pénale. Peines plus sévères, restitution et éducation pour lutter contre la violence domestique et les gangs. Criminaliser les déclarations qui encouragent la violence. -Promouvoir l'adaptation et les stratégies nationales en matière de climat.	Relations internationales Le parti préconise de supprimer les causes de la guerre en comprenant et en respectant les autres cultures, en mettant fin au racisme et à la pauvreté dans le monde. -Un désarmement général et complet.	Sécurité et sûreté publique -alloué 48,9 millions de dollars à la GRC pour lutter contre l'ingérence étrangère. - \$55 milliards sur 20 ans pour la défense nationale, y compris 88 avions de combat F-35 pour un coût de \$26,3 milliards, à livrer d'ici 2026. -accueille le Centre du changement climatique et de la sécurité de l'OTAN à Montréal. -demande une réforme des révisions pour les mauvaises condamnations, les traumatismes des agents de la sécurité publique et les délits financiers. -Affectation de 48,1 millions de dollars à la mise à jour de la stratégie de lutte contre les catastrophes climatiques. - \$257 millions pour lutter contre la discrimination et les gangs. -\$238,5 millions pour les caméras corporelles de la GRC afin d'assurer la responsabilisation.	Sécurité et sûreté publique -fonder la politique étrangère sur les droits de l'homme, le multilatéralisme et les intérêts mondiaux. -protéger les travailleurs, les emplois et les soins de santé contre les droits de douane américains. -soutenir le désarmement ; s'opposer à l'utilisation d'armes fabriquées au Canada dans les conflits à l'étranger. -Rechercher une solution équitable à deux États pour Israël et la Palestine ; soutenir les objectifs de développement 2030 de l'ONU ; les droits internationaux des femmes. -faire respecter des normes élevées en matière de responsabilité sociale des entreprises.	Sécurité et sûreté publique -s'assurer que la CAF est correctement équipée et formée. -des prestations équitables pour les anciens combattants. -Police de proximité, unités de lutte contre les crimes de haine, contrôle des armes à feu. Protéger les jeunes de l'extrémisme. Mettre l'accent sur la justice réparatrice et sur le pouvoir discrétionnaire des juges en matière de condamnation.	
Sécurité publique	Personnes déplacées et aide humanitaire Il est essentiel de rechercher les causes sous-jacentes aux guerres afin de pouvoir s'attaquer aux causes des migrations forcées.	Justice pénale et sécurité publique considère l'État de droit comme la meilleure garantie de justice et estime que personne n'est au-dessus de la loi. -s'oppose à l'utilisation de l'argent des contribuables pour financer des contestations juridiques de lois québécoises dûment adoptées. -estime que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre la justice sur la base des lois adoptées par le corps législatif, et non pas se substituer aux législateurs élus. -recherche l'équilibre entre la réhabilitation et la rétribution.	Relations internationales -soutient le droit des nations à appliquer des tarifs douaniers, même si les nations partageant une frontière devraient les éviter car ils entraînent souvent des guerres commerciales néfastes.	Sécurité et sûreté publique -La défense et la CAF doivent s'occuper des données et de la cybersécurité, de l'extrémisme et de l'ingérence étrangère dans les élections. -Mettre fin à la discrimination et au harcèlement au sein de la CAF ; relancer les programmes universitaires de formation des officiers. -Coordonner les prestations des anciens combattants ; traiter les anciens combattants et leurs familles avec respect.... -Promouvoir la dissuasion et la réhabilitation dans la justice pénale. Peines plus sévères, restitution et éducation pour lutter contre la violence domestique et les gangs. Criminaliser les déclarations qui encouragent la violence. -Promouvoir l'adaptation et les stratégies nationales en matière de climat.	Relations internationales Le parti préconise de supprimer les causes de la guerre en comprenant et en respectant les autres cultures, en mettant fin au racisme et à la pauvreté dans le monde. -Un désarmement général et complet.	Sécurité et sûreté publique -alloué 48,9 millions de dollars à la GRC pour lutter contre l'ingérence étrangère. - \$55 milliards sur 20 ans pour la défense nationale, y compris 88 avions de combat F-35 pour un coût de \$26,3 milliards, à livrer d'ici 2026. -accueille le Centre du changement climatique et de la sécurité de l'OTAN à Montréal. -demande une réforme des révisions pour les mauvaises condamnations, les traumatismes des agents de la sécurité publique et les délits financiers. -Affectation de 48,1 millions de dollars à la mise à jour de la stratégie de lutte contre les catastrophes climatiques. - \$257 millions pour lutter contre la discrimination et les gangs. -\$238,5 millions pour les caméras corporelles de la GRC afin d'assurer la responsabilisation.	Sécurité et sûreté publique -fonder la politique étrangère sur les droits de l'homme, le multilatéralisme et les intérêts mondiaux. -protéger les travailleurs, les emplois et les soins de santé contre les droits de douane américains. -soutenir le désarmement ; s'opposer à l'utilisation d'armes fabriquées au Canada dans les conflits à l'étranger. -Rechercher une solution équitable à deux États pour Israël et la Palestine ; soutenir les objectifs de développement 2030 de l'ONU ; les droits internationaux des femmes. -faire respecter des normes élevées en matière de responsabilité sociale des entreprises.	Sécurité et sûreté publique -s'assurer que la CAF est correctement équipée et formée. -des prestations équitables pour les anciens combattants. -Police de proximité, unités de lutte contre les crimes de haine, contrôle des armes à feu. Protéger les jeunes de l'extrémisme. Mettre l'accent sur la justice réparatrice et sur le pouvoir discrétionnaire des juges en matière de condamnation.	



Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.

Points de réflexion

Famille, communauté et bien commun

- Dans quelles circonstances, le cas échéant, est-il approprié que les gouvernements limitent le droit des parents à prendre des décisions concernant les soins ou l'éducation de leurs enfants ?
- Certains partis politiques ont suggéré qu'afin de maximiser le rendement économique brut, la pleine participation de tous les tous les membres éligibles de la population active, y compris tous les parents - qu'il s'agisse de familles monoparentales ou biparentales - est essentielle afin de maximiser le rendement économique. est essentielle, afin de maximiser le rendement économique. Pour y parvenir, il est nécessaire de veiller à ce que que des services gratuits de garde d'enfants et d'éducation préscolaire soient mis à la disposition de toutes les familles.
 - Qu'est-ce qui est le plus important pour les enfants : un foyer stable et digne avec des parents aimants, dont l'un peut être disponible pour rester à la maison à temps partiel ou à temps plein, ou un rendement économique maximal ? l'un d'entre eux pourrait être disponible pour rester à la maison à temps partiel ou complet, ou la maximisation des rendements économiques ? Dans la mesure où le fait d'être à la maison avec un parent est le mieux pour l'enfant, comment cela peut-il être possible ? avec un parent est la meilleure solution pour un enfant, comment la société peut-elle l'encourager ?
- Dans un système de santé public, existe-t-il une obligation pour un individu de prendre des mesures raisonnables pour éviter les problèmes de santé (par exemple, porter un masque en cas de pandémie ou un casque à vélo), afin d'éviter de devenir une charge pour le système de santé lorsque survient une maladie ou une blessure évitable ? Dans l'affirmative, que peut-on ou doit-on faire à ce sujet ?
- Le pape François a parlé de colonisation "idéologique" ou "culturelle", processus par lequel les valeurs populaires et dominantes des puissances sont imposées aux populations locales. Lorsque les gouvernements prennent des décisions concernant l'objectif des investissements injectés dans les arts et la culture, qui est consulté ? Quelles voix sont écoutées ?

Solidarité

Il est toujours important, comme l'a dit l'archevêque Donald Bolen de Regina, "d'écouter les voix de ceux qui souffrent, d'être guidés par elles dans la manière dont nous réagissons et d'être prêts à s'engager avec eux pour aller de l'avant". (Catholic Register 18 juillet 2021)

- Qui, au Canada et dans le monde, souffre actuellement ? Que faut-il faire ? Par qui ?

Droits et réconciliation des peuples autochtones

Comment le gouvernement provincial et l'Église peuvent-ils travailler ensemble pour faciliter une véritable réconciliation avec les peuples indigènes, afin que tous les Canadiens puissent bénéficier de relations de droit rétablies ?

Santé mentale et dépendances

Plusieurs parties ont proposé de décriminaliser le trafic et la possession de drogues, afin de se concentrer sur le traitement de la toxicomanie en tant que problème de santé. Est-il possible de soulager un système de justice pénale surchargé et d'aider un plus grand nombre de personnes à guérir et à se rétablir d'une toxicomanie ? Dans l'affirmative, à quoi pourrait ressembler une approche utile ?

Réfugiés et nouveaux arrivants

Que fait-on pour que les réfugiés et les nouveaux arrivants soient en sécurité, en bonne santé et puissent s'épanouir au Canada ?

Communautés nordiques et rurales

Que fait-on pour garantir une vie saine dans les régions rurales ou éloignées du Canada ? Qui devrait le faire ?

Droits et responsabilités

Il est clair que la nation et les provinces doivent aux citoyens un grand respect pour chacun des nombreux droits de l'homme. Mais les droits s'accompagnent de responsabilités. Quelles sont les responsabilités des individus à l'égard de leur communauté, de la nation et du monde ?

- Dans quelle mesure les citoyens sont-ils appelés à participer à la société, par exemple en votant en connaissance de cause, en continuant à s'engager auprès des candidats et des représentants élus, et en suivant l'actualité de manière responsable ?
 - donner un coup de main à leurs voisins, par exemple en faisant du bénévolat chez eux ou au sein de la communauté ?
- Dans quelles conditions, le cas échéant, est-il moralement juste d'exiger des prestataires de soins de santé qu'ils participent à des pratiques moralement contestables telles que l'avortement ou l'aide à la mort, lorsque cela est contraire à leur conception de la morale ou à leurs croyances religieuses ?
- Outre les droits de l'homme et les droits civils, de nombreux partis parlent de ce que les résidents du Canada et d'autres pays "méritent". Comment les partis déterminent-ils ce que les citoyens méritent ou ne méritent pas ? Quels critères appliquent-ils ?

Gestion de la création

De nombreuses voix, dont celles des scientifiques, du Vatican et des Nations unies, s'accordent à dire que le changement climatique est réel et qu'une action immédiate est nécessaire si l'on veut éviter des conséquences catastrophiques. D'autres voix insistent sur le fait que si le climat change, tout changement est naturellement cyclique et que l'homme n'a aucun effet, tout changement est naturellement cyclique et que l'homme n'a aucun effet.

- Étant donné qu'il est possible que la science et le Vatican aient raison et que, dans ce cas, la vie et le bien-être de la planète entière, y compris de nos enfants et de toutes les générations futures, pourraient dépendre des réserves menacées d'air respirable et d'eau potable, qu'est-ce que la vertu chrétienne de prudence suggérerait sur nos pratiques actuelles et futures, en tant que nation, en tant qu'Église et en tant qu'individus ?

Une économie pour tous

Réduction de la pauvreté

- "Les pauvres, vous les aurez toujours avec vous", prévient le Christ. Pourquoi le Christ a-t-il dit cela ? Est-il possible que les pauvres soient toujours avec nous pour que nous, le corps vivant du Christ sur terre, ayons toujours l'occasion de glorifier Dieu en examinant la signification et les causes de la pauvreté, et en travaillant à éliminer, même si nous n'y parvenons pas ?
- Comment le Canada peut-il trouver le meilleur équilibre entre les principes de solidarité - "nous sommes tous dans le même bateau" - et de subsidiarité - "chacun doit faire ce qu'il peut pour subvenir à ses besoins, avant de faire porter le fardeau aux autres" ?
- Que faut-il faire, le cas échéant, pour garantir qu'un salaire décent, permettant de vivre dans la dignité et de subvenir aux besoins d'une famille, soit accessible à tous ceux qui sont prêts à travailler ? Faut-il envisager une politique de revenu de base ?

PIB et bien-être

Pendant des décennies, les gouvernements se sont concentrés exclusivement sur le produit intérieur brut - une mesure de la productivité pure d'une économie - comme la meilleure mesure de la santé sociale nationale. Plus récemment, des voix ont commencé à plaider en faveur d'un indice plus large du bien-être national, qui inclurait des facteurs tels que la santé physique et émotionnelle de la population et de l'environnement, l'équité en matière de logement, de revenus et d'opportunités, et la sécurité alimentaire, en plus de la production brute.

- Laquelle de ces mesures du bien-être national est la plus cohérente avec les valeurs catholiques ?
- Est-il raisonnable d'exiger une croissance économique continue, comme l'enseignent les écoles de commerce depuis des décennies ?

Bon gouvernement

Le rôle et l'objectif du gouvernement

Les catholiques ont des idées bien précises sur le but de la vie et, à partir de ce but, sur les rôles appropriés de la société civile, du gouvernement et des autres institutions sociales. Ces idées sont-elles partagées par la plupart des Canadiens ? Si ce n'est pas le cas, comment pouvons-nous ou devrions-nous partager nos idées avec d'autres Canadiens ?

Le gouvernement du Canada a récemment publié un "Cadre pour la qualité de vie" (<https://www160.statcan.gc.ca/infosheet-infofiche-eng.htm>) et a demandé aux ministères l'appliquer lors de l'élaboration des politiques fédérales.

- Dans quelle mesure le cadre de la qualité de vie est-il cohérent avec les principes et les valeurs de l'enseignement social catholique ?
- Dans quelle mesure un cadre de qualité de vie s'applique-t-il, ou devrait-il s'appliquer, à la gouvernance provinciale comme à la gouvernance fédérale ?

Vérité, respect et bonne gouvernance

Il est regrettable et presque universel que nos partis politiques, lorsqu'ils élaborent leurs programmes et leurs déclarations politiques, se concentrent au moins autant sur ce qui ne va pas chez les autres partis que sur ce qui va bien chez eux. Comment pouvons-nous, en tant que citoyens et électeurs, encourager les partis à chercher un terrain d'entente, à parler de l'autre de manière positive et constructive et à exprimer leurs propositions d'amélioration dans le respect et la collaboration ?

Responsabilité fiscale

Avant l'an 2000, le gouvernement du Canada avait une dette inférieure à 10 % du produit intérieur brut (PIB). De 2000 à 2015, ce ratio a augmenté pour atteindre environ 30 %. Depuis 2019, il est passé à 40-50 %, et l'on prévoit qu'il commencera à diminuer d'ici 3 à 6 ans. Cependant, la date prévue pour cette diminution ne semble jamais arriver - chaque année, elle est repoussée d'une année supplémentaire.

- Est-il juste, voire soutenable, qu'un gouvernement ait une dette aussi importante ?
- Qui gagne et qui perd avec la dette publique à long terme ? En cas de défaillance, qui est gagnant ?



Il s'agit d'un résumé condensé des politiques publiées par les parties en date du 7 avril 2025. Pour plus de détails, de justifications et de politiques supplémentaires, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église, voir nos compilations et documents complets sur l'enseignement de l'Église. Consultez les sites web officiels des partis pour les mises à jour. Votez le 28 avril.



Points supplémentaires à réflexion - voir page 8